

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 504**1^{er} juillet 1999****SOMMAIRE**

Airventures S.A., Luxembourg	page 24163	Famirole S.A., Luxembourg	24189
AKS (Holdings) S.A., Luxembourg	24166	Finsilver S.A., Luxembourg	24183
Alfa Comptabilité et Consulting S.A., Bertrange	24177, 24180	Hein Gericke Nederland B.V., Breda	24159
Arkinmob Investissements S.A., Luxembourg ...	24191	Ilac Holding S.A., Luxembourg	24192
Atzorn Bau, S.à r.l., Luxembourg	24176	Interactive Development S.A., Luxembourg ...	24189
Avena GDL S.A., Luxembourg	24171	Leasinvest S.A., Luxembourg	24188
BAA - McArthur/Glen Europe (Holding), S.à r.l., Luxembourg	24146	Luxfer-Industriehallenbau S.A., Luxembourg ...	24188
BMG Italy Holdings, S.à r.l., Luxembourg	24159	Lux Venture Finance S.A., Luxembourg	24187
Cap Innovation S.A., Luxembourg	24180	M.M. Warburg & Co Luxembourg S.A., Luxembourg	24186
CEMVE, Centre Européen de Marketing de Video et d'Édition S.A., Luxembourg	24188	Nippon Warrant Fund	24190
Clio Holding S.A., Luxembourg	24187	Possessor S.A.H., Luxembourg	24190
Compact Transport, S.à r.l., Luxembourg	24174	Ravago S.A., Luxembourg	24190
CPR Universe, Sicav, Luxembourg	24191	R.T.R. S.A., Luxembourg	24192
DKA International Fund, Fonds Commun de Placement	24148, 24149	Santander, Fonds Commun de Placement	24150
Donfinox Investment Company S.A., Luxembourg	24191	Secuma S.A., Luxembourg	24187
Energy International N.V., Curaçao	24186	S.S.I. Holding A.G., Luxembourg	24145
Europe Finances et Participations S.A., Luxembourg	24187	Themalux S.A., Luxembourg	24188
Europimmo S.A.H., Luxembourg	24189	TLM, Société Anonyme du Train à Laminés Marchands d'Esch-Schiffange S.A., Esch-sur-Alzette	24149, 24150
Euro Winners Award International, S.à r.l., Luxembourg	24146	Transatlantic Investment Holding S.A., Luxembourg	24185
		Unico Equity Fund, Sicav, Luxembourg	24192
		Wüstenrot Europarent	24186

S.S.I. HOLDING A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 47.907.

Constituée par-devant M^e Edmond Schroeder, notaire de résidence alors à Mersch, en date du 13 juin 1994, acte publié au Mémorial C n° 395 du 13 octobre 1994, modifiée par-devant le même notaire en date du 25 avril 1996, acte publié au Mémorial C n° 376 du 6 août 1996.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 28 avril 1999, vol. 522, fol. 62, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour S.S.I. HOLDING A.G.
KPMG Financial Engineering
Signature

(20798/528/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

BAA - McARTHUR/GLEN EUROPE (HOLDING), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 44.863.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 27 mai 1999

L'assemblée générale a décidé de fixer le nombre des administrateurs à sept (7) et a nommé les personnes suivantes comme administrateurs de la société:

Monsieur Georges Morgan Bennett;
Monsieur Brian Joseph Collie;
Monsieur Peter Joseph Jones;
Monsieur Joseph Wallach Kaempfer Jr.;
Monsieur John Byrne Murphy;
Monsieur John I. Nicolosi; et
Monsieur John Russell Fotheringham Walls.

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BAA - McARTHUR/GLEN EUROPE
(HOLDING), S.à r.l.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 juin 1999, vol. 517, fol. 98, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27574/267/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

EURO WINNERS AWARD INTERNATIONAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le dix-neuf mai.

Par-devant Maître Marthe Thyges-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, soussignée.

A comparu:

Monsieur Johannes Jacobus Van Vliet, commerçant, demeurant à NL-4334AJ Middelburg, 38, Seisweg (Pays-Bas).

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée sous forme d'une société unipersonnelle et qui sera régie par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la loi du 28 décembre 1992, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger:

- l'organisation de festivals de tous genres, tant à l'attention des particuliers que des milieux d'affaires;
- la recherche de sponsors pour financer l'organisation des susdits festivals, l'acquisition de forêts et la préservation du capital forestier européen;
- l'organisation de toutes campagnes de promotion d'événements divers.

La société pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modifications des statuts.

Art. 4. La société prend la dénomination de EURO WINNERS AWARD INTERNATIONAL, S.à r.l., société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes autres localités du pays et à l'étranger.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de treize mille Euros (Euros 13.000,-), représenté par cent trente (130) parts sociales de cent Euros (Euros 100,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les cent trente (130) parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées intégralement par l'associé unique, Monsieur Johannes Van Vliet, prénommé, par versement en numéraire à un compte bancaire, de sorte que la somme de

treize mille Euros (Euros 13.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié par décision de l'associé unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, moyennant accord unanime de tous les associés.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas, cependant, le consentement n'est pas requis lorsque des parts sociales sont transmises soit à des ascendants ou à des descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 12. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III.- Gérance

Art. 13. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs par la signature conjointe de deux gérants.

Néanmoins, le ou les gérant(s) ne pourront acquérir ou vendre des propriétés immobilières, constituer des hypothèques, conclure des contrats d'emploi et dénoncer de tels contrats, emprunter, ester en justice ou accomplir des actes juridiques ayant une incidence financière supérieure à mille Euros (Euros 1.000,-) que moyennant l'accord préalable de l'associé unique ou des associés.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque cause que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 17. Pour les sociétés ne comportant qu'un seul associé les dispositions visées à l'article seize ci-avant ne sont pas applicables.

Il suffit que l'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés et que ses décisions sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette opération n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Le premier exercice commence aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 1999.

Art. 19. Chaque année au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges et des amortissements nécessaires constituent les bénéfices nets.

Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique ou des associés.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Evaluation

Pour les besoins du fisc, le capital social est évalué à cinq cent vingt-quatre mille quatre cent dix-neuf francs luxembourgeois (LUF 524.419,-).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ quarante mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, et, à l'unanimité des voix, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme en qualité de gérant:

Monsieur Stefan Henricus Maria Arts, expert fiscal, demeurant à L-1635 Luxembourg, 43, allée Léopold Goebel.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement sous sa seule signature, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article treize des présents statuts.

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement sous sa seule signature, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article treize des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le comparant prémentionné a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: J. Van Vliet, M. Walch.

Enregistré à Luxembourg, le 21 mai 1999, vol. 2CS, fol. 75, case 11. – Reçu 5.244 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 1999.

M. Thyse-Walch.

(24681/233/137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 1999.

DKA INTERNATIONAL FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendment agreement to the Management Regulations of DKA INTERNATIONAL FUND (The «Fund»)

Between

DKB LUX MANAGEMENT S.A. of 2, boulevard de la Foire, Place de l'Etoile, L-1528 Luxembourg (hereinafter «The Management Company»)

and

DAI-ICHI KANGYO BANK (LUXEMBOURG) S.A. of 2, boulevard de la Foire, Place de l'Etoile, L-1528 Luxembourg (hereinafter «The Custodian»).

It is agreed:

1. To amend Article 4 as follows:

Art. 4. Investment advisors. The Management Company may enter into a written agreement with one or more persons to act as investment advisor (the «Investment Advisor») for the Fund and its several Portfolios and to render such other services as may be agreed upon by the Management Company and such Investment Advisor. The Management Company has appointed DKB INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL LIMITED (DKBIMI) and DAI-ICHI KANGYO ASAHI MANAGEMENT CO. LTD (DKA) as Investment Advisors, respectively sub-advisor (the «Sub-Advisor») (altogether «Advisors») of one or several of the Fund's Portfolios. Each of the Advisors shall provide the Management Company with advice, reports and recommendations in connection with the management of the Fund and shall advise the Management Company as to the selection of the securities and other assets constituting the portfolio of each Portfolio of the Fund. Furthermore, the Advisors shall, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board of Directors of the Management Company, purchase and sell securities and otherwise manage the Fund's Portfolios. A delegation of such powers by an Investment Advisor shall be subject to receipt of all regulatory clearances as may be required whereas a Sub-Advisor shall not be authorized to delegate. Such agreement may provide for such fees and contain such terms and conditions as the parties thereto shall deem appropriate. Notwithstanding such an agreement, the Management Company shall remain ultimately responsible for the management of the Fund's assets.

This Amendment Agreement shall in accordance with Article 15 of the Management Regulations become effective as on the date of their signature.

Luxembourg, on 11 June 1999.

DKB LUX MANAGEMENT S.A.

The Management Company

P. Czibula

Director

DAI-ICHI KANGYO BANK

(LUXEMBOURG) S.A.

The Custodian

T. Katono

Managing Director

Enregistré à Luxembourg, le 15 juin 1999, vol. 524, fol. 54, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27332/267/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 1999.

DKA INTERNATIONAL FUND, Fonds Commun de Placement.

Règlement de Gestion coordonné déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 1999.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
 Luxembourg, le 16 juin 1999.

Pour la société
Signature

(27333/267/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 1999.

TLM, SOCIETE ANONYME DU TRAIN A LAMINES MARCHANDS D'ESCH-SCHIFFLANGE,
Société Anonyme.

Siège social: L-4241 Esch-sur-Alzette, boulevard Aloyse Meyer.
 R. C. Luxembourg B 41.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 16 juin 1999, vol. 524, fol. 56, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 1999.

Signature.

(27797/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

TLM, SOCIETE ANONYME DU TRAIN A LAMINES MARCHANDS D'ESCH-SCHIFFLANGE,
Société Anonyme.

Siège social: L-4241 Esch-sur-Alzette, boulevard Aloyse Meyer.
 R. C. Luxembourg B 41.985.

Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 avril 1999, enregistré à Luxembourg, le 16 juin 1999, vol. 524, fol. 56, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 1999

1. L'assemblée décide de convertir le capital social de la Société en euro aux fins de se conformer aux dispositions légales et aux impératifs économiques.

2. Pour réaliser la conversion du capital social en euro, l'assemblée générale décide de procéder à une augmentation de capital par incorporation de bénéfices reportés à concurrence de EUR 1.883,50 de façon qu'après conversion et augmentation du capital celui-ci s'élève à EUR 20.200.000,-.

3. L'assemblée générale décide de modifier l'article 6 des statuts, premier paragraphe, comme suit: «Le capital social est fixé à vingt millions deux cent mille euros (20.200.000,- EUR); il est représenté par huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix (814.790) actions sans désignation de valeur nominale.»

Signature.

(27798/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

TLM, SOCIETE ANONYME DU TRAIN A LAMINES MARCHANDS D'ESCH-SCHIFFLANGE,
Société Anonyme.

Siège social: L-4241 Esch-sur-Alzette, boulevard Aloyse Meyer.
 R. C. Luxembourg B 41.985.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le sept juin.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

Les seuls et uniques actionnaires de la société anonyme SOCIETE ANONYME DU TRAIN A LAMINES MARCHANDS D'ESCH-SCHIFFLANGE, en abrégé TLM, avec siège social à Esch-sur-Alzette, boulevard Aloyse Meyer, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 41.985, ci-après dénommée «la société», à savoir:

1.- LAMINES MARCHANDS EUROPEENS, en abrégé L.M.E., société anonyme de droit français, avec siège social 2, rue Emile Zola, F-59125 Trith Saint Léger (France), représentée aux fins des présentes par Monsieur Daniel Bury, directeur financier de la société L.M.E., demeurant à Vincennes (France),	
aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Vicenza, le 31 mai 1999, ci-annexée,	
détenant huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-neuf actions	814.789
2.- ARES, société anonyme, avec siège social à Rodange,	
inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, numéro 10.643,	
représentée aux fins des présentes par Monsieur Alain Papavoine,	
comptable de la société TLM, demeurant à Villerupt (France),	
aux termes d'une procuration sous seing privé, donnée à Rodange, le 1 ^{er} juin 1999, ci-annexée,	
détenant une action	1
Total: huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix actions	814.790

ce faisant la totalité des huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix (814.790) actions sans désignation de valeur nominale, formant le capital social de vingt millions deux cent mille (20.200.000,-) Euro.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Les actionnaires conviennent de faire abstraction des règles formelles concernant la tenue des assemblées générales extraordinaires, telles que convocations, ordre du jour et constitution du bureau, les résolutions à prendre leur étant parfaitement connues:

Sur ce, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident de réduire le capital social de la société à concurrence d'un montant de dix millions deux cent mille (10.200.000,-) Euro, pour le ramener de son montant actuel de vingt millions deux cent mille (20.200.000,-) Euro à dix millions (10.000.000,-) d'Euro, par remboursement aux actionnaires d'un montant de dix millions deux cent mille (10.200.000,-) Euro.

Le but de la réduction du capital social est d'adapter le capital social aux activités futures de la société.

Le conseil d'administration est mandaté d'effectuer le remboursement dans les meilleurs délais en se conformant à l'article 69 (2) et (3) de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède les actionnaires décident de modifier l'article six des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à dix millions (10.000.000,-) d'Euro; il est représenté par huit cent quatorze mille sept cent quatre-vingt-dix (814.790) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement libérées.

Les actions sont et resteront nominatives.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à cinquante mille (50.000,-) francs luxembourgeois.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux mandataires des actionnaires, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Bury, A. Papavoine, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juin 1999, vol. 117S, fol. 16, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 1999.

R. Neuman.

(27795/226/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

**TLM, SOCIETE ANONYME DU TRAIN A LAMINES MARCHANDS D'ESCH-SCHIFFLANGE,
Société Anonyme.**

Siège social: L-4241 Esch-sur-Alzette, boulevard Aloyse Meyer.
R. C. Luxembourg B 41.985.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 1999.

(27796/226/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

SANTANDER, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Art. 1. Der Fonds.

1. Der Fonds SANTANDER (im folgenden «Fonds» genannt) wurde nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) gemäß Teil I des Gesetzes betreffend Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 mit verschiedenen Fondskategorien («umbrella fund») am 15. April 1999 errichtet und am 1. Juli 1999 aufgelegt. Jede einzelne Fondskategorie stellt ein Sondervermögen aller Anteilhaber der betreffenden Fondskategorie dar, bestehend aus Wertpapieren und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber (im folgenden «Anteilhaber» genannt) durch die OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in Luxemburg-Stadt (im folgenden «Verwaltungsgesellschaft» genannt) verwaltet und nach dem Grundsatz der Risikomischung angelegt wird.

2. Die Fondsanteile (im folgenden «Anteile» genannt) werden in Form von schriftlichen Bestätigungen ausgegeben.

3. Das Vermögen des Fonds, das von einer Depotbank verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

4. Zur Depotbank ist SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A. mit Sitz in Luxemburg-Stadt bestellt.

5. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank hinsichtlich des jeweiligen Sondervermögens sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen desselben sind im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

6. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Die Fondskategorien des Fonds werden - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschließlich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds zusammenhängen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik jeder Fondskategorie, wie diese gemäß Artikel 5 bestehen können, unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für das Sondervermögen einen Anlageausschuß bestellen, der beratende Funktion hat.

4. Desgleichen kann sich die Verwaltungsgesellschaft bei der Fondsverwaltung des Rats einer Anlageberatungsgesellschaft bedienen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt von bis zu 2% des Netto-Fondsvermögens p.a. zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das Netto-Fondsvermögen per letztem Bewertungstag eines jeden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann - mit Zustimmung der Depotbank - jederzeit weitere Fondskategorien auflegen und/oder bestehende Fondskategorien schließen oder verschmelzen.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat der Depotbank die Verwahrung des Fondsvermögens übertragen. Der Name der Depotbank wird in den Verkaufsprospekten und ähnlichen Dokumenten des Fonds genannt. Die Depotbank oder die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank wird wirksam, wenn eine von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigte Bank die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft eine neue Depotbank ernennen, die die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß diesem Verwaltungsreglement vollumfänglich nachkommen.

2. Alle flüssigen Mittel, Wertpapiere und anderen zulässigen Vermögenswerte, welche das Vermögen des Fonds darstellen, werden von der Depotbank für die Anteilhaber des Fonds in gesperrten Konten oder Depots verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Wertpapieren des Fonds beauftragen, sofern die Wertpapiere an ausländischen Börsen zugelassen sind oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden oder nur im Ausland lieferbar sind.

3. Die Depotbank wird bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Call- und Put-Optionen und bezüglich der Wertpapierleih- und Pensionsgeschäfte sowie bezüglich Devisenkurssicherungsgeschäften die Einhaltung der entsprechenden Bedingungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements überwachen.

4. Die Depotbank wird entsprechend den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft - vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit diesem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz -:

- a) Anteile des Fonds auf die Zeichner gemäß Artikel 6 des Verwaltungsreglements übertragen;
- b) aus den gesperrten Konten den Kaufpreis für Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte, Optionen, sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Devisenkurssicherungsgeschäfte zahlen, die für den Fonds erworben bzw. getätigt worden sind;
- c) Wertpapiere, Bezugs- oder Zuteilungsrechte sowie sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für den Fonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen;
- d) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 11 des Verwaltungsreglements gegen Empfang der entsprechenden Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen auszahlen;
- e) jedwede Ausschüttungen gemäß Artikel 14 des Verwaltungsreglements auszahlen.

5. Die Depotbank wird dafür Sorge tragen, daß:

- a) alle Vermögenswerte des Fonds unverzüglich auf seinen gesperrten Konten bzw. Depots eingehen, insbesondere eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich der Verkaufsprovision und jeglicher Ausgabesteuern unverzüglich auf den gesperrten Konten des Fonds verbucht werden;
- b) der entsprechende Gegenwert für jedwede für den Fonds getätigten Geschäfte bei ihr einget;

c) der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung der Anteile für Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß erfolgt;

d) die Berechnung des Inventar- und des Anteilwertes gemäß den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements erfolgt;

e) die Erträge des Fondsvermögens den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen des Verwaltungsreglements gemäß verwendet werden;

f) börsennotierte Wertpapiere, Bezugs- und Zuteilungsrechte höchstens zum Tageskurs gekauft und mindestens zum Tageskurs verkauft werden sowie nicht an einer Börse notierte Wertpapiere und Optionen zu einem Preis gekauft bzw. verkauft werden, der nicht in einem offensichtlichen Mißverhältnis zu ihrem tatsächlichen Wert steht.

6. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung.

7. Die Depotbank entnimmt den gesperrten Konten nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die in Artikel 12 des Verwaltungsreglements aufgeführten sonstigen zu Lasten des Fonds zu zahlenden Kosten bleiben hiervon unberührt. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

a) Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;

b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen von Dritten Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

8. Die Depotbank ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt in Höhe der unter Banken üblichen Sätze zu erhalten, das monatlich nachträglich auf das Netto-Fondsvermögen per letztem Bewertungstag eines jeden Monats zu berechnen und auszuzahlen ist. Sie erhält darüber hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von bis zu 0,125 % jeder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen.

Art. 4 Anlagepolitik.

1. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines Wertzuwachses. Das Fondsvermögen wird je Fondskategorie überwiegend in fest- und variabel verzinslichen Wertpapieren, Wandel- und Optionsanleihen sowie Zerobonds angelegt, die auf Währungen eines Mitgliedstaates der OECD lauten. Je nach aktueller Situation und Fondskategorie setzt die Verwaltungsgesellschaft unterschiedliche Schwerpunkte, die im jeweils aktuellen Verkaufsprospekt für die betreffende Fondskategorie detailliert beschrieben sind. Dazu zählen auch Partizipationsscheine auf anerkannte Indizes, die als Wertpapiere i.S.v. Art. 40, Abs. 1, lit a bis c, des Luxemburger Gesetzes vom 30. März 1988 gelten sowie andere Wertpapiere, die eine Beteiligung an den jeweiligen Indizes verbriefen und ebenfalls Wertpapiere i.S.v. Art. 40, Abs. 1, lit a bis c, des Luxemburger Gesetzes betreffend Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 sind.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Dabei ist die Zielsetzung des Fonds auch darauf gerichtet, die besonderen Möglichkeiten der Märkte für Optionen und Finanzterminkontrakte mit Bezug auf Wertpapiere einschließlich sich darauf beziehender Techniken und Instrumente unter gleichzeitiger Begrenzung des damit verbundenen Risikos zu nutzen.

Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Durch den Erwerb von Optionen auf Renten sowie von Finanzterminkontrakten und Optionen auf Finanzterminkontrakte kann der Fonds von den besonderen Möglichkeiten an den Märkten für Optionen und Finanzterminkontrakte Gebrauch machen. Zu diesen Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen, die Devisenkursabsicherung durch Termingeschäfte und Optionen auf Termingeschäfte, die Kursabsicherung für Wertpapiere sowie Zinsabsicherungsgeschäfte und Optionen auf Zinsabsicherungsgeschäfte, außerdem Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte.

3. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht, (wobei zu beachten ist, daß sich die Punkte a 1) bis c) sowie e) bis l) insgesamt und insbesondere in den genannten Prozentsätzen sowohl auf das gesamte Netto-Fondsvermögen als auch auf das Nettovermögen pro Fondskategorie beziehen, während Punkt d) sich am gesamten Netto-Fondsvermögen orientiert):

a 1) Wertpapiere irgendeiner Gesellschaft kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert zusammen mit dem Wert der bereits im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere desselben Ausstellers 10 % des Netto-Fondsvermögens übersteigt. Dabei darf außerdem der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere der Fonds jeweils mehr als 5 % seines Netto-Fondsvermögens angelegt hat, 40 % des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

a 2) Die vorstehende Beschränkung auf 10 % kann sich auf 35 % erhöhen, falls die erworbenen Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EG oder seinen Gebietskörperschaften, von einem OECD-Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EG-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Für diese Fälle gilt auch die in Abs. 2 der Ziffer 3. lit a 1) festgelegte Beschränkung auf 40 % nicht.

a 3) Für von in einem EG-Mitgliedstaat ansässigen Kreditinstituten, die aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen, einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, ausgegebene Schuldverschreibungen, deren Gegenwert gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten anzulegen ist, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die sich daraus ergebenden Verbindlichkeiten ausreichend decken und vorrangig für die beim Ausfall der Emittenten fällig werdende Rückzahlung des Kapitals und der Zinsen bestimmt sind, erhöht sich der in a 1) genannte Prozentsatz von 10 % auf 25 % und insoweit erhöht sich der in a 1) letzter Halbsatz genannte Prozentsatz von 40 % auf 80 %.

A 4) Die unter a 1) bis a 3) vorgesehenen Grenzen dürfen nicht kumuliert werden, und infolgedessen dürfen die entsprechend a 1) bis a 3) vorgenommenen Anlagen in Wertpapieren ein und desselben Emittenten in keinem Fall den Gesamtwert von 35 % des Netto-Fondsvermögens übersteigen.

a 5) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Ermächtigung der Aufsichtsbehörde nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100 % des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EG oder seinen Gebietskörperschaften von einem OECD-Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EG-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30 % des Gesamtbetrages des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten dürfen;

b) mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in anderen als den unter Ziffer 1) dieses Artikels genannten Wertpapieren anlegen. Wertpapiere aus Neuemissionen gelten als notierte Wertpapiere, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten und dem Publikum offenstehenden, regelmäßig stattfindenden geregelten Markt zu beantragen, und sofern die Wahl der Börse oder des Marktes in einem OECD-Mitgliedstaat liegt, und sofern die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird; mehr als 10 % des Netto-Fondsvermögens in verbrieften Rechten anlegen, die im Rahmen der Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements und den geltenden behördlichen Auflagen ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt werden können und insbesondere übertragbar und veräußerbar sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in den nach Artikel 9 des Verwaltungsreglements vorgesehenen Zeitabständen genau bestimmt werden kann; in den hier genannten Vermögenswerten dürfen zusammen höchstens 10 % des Netto-Fondsvermögens angelegt werden;

c) mehr als 5 % des Netto-Fondsvermögens in nicht voll einbezahlten Wertpapieren anlegen. Falls der Fonds nicht voll einbezahlte Wertpapiere besitzt, muß eine besondere, ausreichende Rückstellung zur späteren vollen Einzahlung gebildet werden, die in die Anlagebeschränkung gemäß nachstehender Ziffer 3j) mit einzubeziehen ist;

d) Wertpapiere irgendeiner Gesellschaft kaufen, die mehr als 10 % der von dieser Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere derselben Art darstellen; Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr ermöglicht, zusammen mit den Aktien, die die Verwaltungsgesellschaft aus anderen von ihr verwalteten Fonds besitzt, einen nennenswerten Einfluß auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben; mehr als 10 % der stimmrechtlosen Aktien ein und desselben Emittenten erwerben;

e) Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;

f) in Immobilien und Edelmetallen anlegen und Waren oder Warenkontrakte oder Edelmetallkontrakte erwerben oder verkaufen;

g) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs erwerben, es sei denn für bis zu 5 % des Netto-Fondsvermögens Anteile solcher Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren des offenen Typs, die als Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie des Rates vom 20. Dezember 1985 (85/611 EWG) zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften betreffend bestimmte Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren anzusehen sind und deren Anlagepolitik derjenigen dieses Fonds entspricht. Dabei darf in andere Investmentfonds nicht investiert werden, solange die Gesetze der Länder, in denen die Fondsanteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, dem entgegenstehen; außerdem darf in anderen von der Verwaltungsgesellschaft oder einer ihr durch gemeinsame Verwaltung, Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbundenen Verwaltungsgesellschaft oder Investmentgesellschaft emittierte Wertpapiere nur investiert werden, falls diese Investmentfonds oder Investmentgesellschaften auf Anlagen in spezifischen geographischen oder wirtschaftlichen Gebieten spezialisiert sind. Darüber hinaus dürfen keine Vergütungen oder Kosten betreffend solcher Anlagen in Rechnung gestellt werden;

h) Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder sonst belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten; unbeschadet der Anwendung von 3i) und j) dürfen weder die Verwaltungsgesellschaft noch die Depotbank für Rechnung des Fonds Kredite gewähren oder sich für Rechnung Dritter verbürgen; unbeschadet der vorstehenden Beschränkung darf die Verwaltungsgesellschaft, soweit die Gesetze der Länder, in denen die Fondsanteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, dem nicht entgegenstehen, für Verbindlichkeiten des Fondsvermögens Fondsvermögen verpfänden oder sonst belasten, sofern und soweit dies an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum zugänglich und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, aufgrund verbindlicher Auflagen gefordert wird;

i) Kredite aufnehmen, es sei denn in besonderen Fällen für kurze Zeit, bis zur Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens;

j) im Zusammenhang mit dem Erwerb oder der Zeichnung von nicht voll eingezahlten Wertpapieren Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit den Krediten gemäß vorstehender Ziffer 3i), 10 % des Netto-Fondsvermögens überschreiten; in diesem Fall muß eine Liquiditätsvorsorge zur späteren vollen Einzahlung solcher Wertpapiere geschaffen werden;

k) Leerverkäufe von Wertpapieren tätigen;

l) das Fondsvermögen zur festen Übernahme («underwriting») von Wertpapieren benutzen.

4. Für Optionen gilt je Fondskategorie folgendes:

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Artikel erwähnten Anlagebeschränkungen für den Fonds Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindizes, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an Börsen oder anderen geregelten Märkten, die anerkannt und für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden; außerdem können

derartige Geschäfte mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung (Finanzinstitutionen und Banken) abgewickelt werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

- der Kaufpreis einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen.
- Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht die Gefahr, daß der Fonds nicht mehr an einer besonders starken Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt.
- Beim Verkauf von Put-Optionen besteht die Gefahr, daß der Fonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere deutlich niedriger ist.
- Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter a) genannten Optionen darf 15 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen, soweit die Optionen noch valutieren. Durch Gegengeschäfte geschlossene Optionen werden in diese Grenze nicht eingerechnet.

c) Für den Fonds können Call-Optionen verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen 25 % des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

d) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Put-Optionen, so muß der Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können bzw. durch andere Instrumente abgesichert sein.

5. Für Finanzterminkontrakte gilt je Fondskategorie folgendes:

a) Die Verwaltungsgesellschaft kann für den Fonds Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Aktienindizes kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten, die anerkannt, für das Publikum offen sind und deren Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

b) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Call-Optionen auf Finanzinstrumente verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzinstrumente kaufen.

Der Fonds kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen. Dies ist mit erheblichen Chancen aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße (Einschuß) sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

c) Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf zusammen mit den Verpflichtungen aus Tauschgeschäften mit Zinssätzen grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf zusammen mit den Verpflichtungen aus Verkäufen von Put-Optionen und ungedeckten Call-Optionen auf Wertpapiere das Netto-Fondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

6. Für Devisensicherungsgeschäfte gilt je Fondskategorie folgendes:

Zur Absicherung von Devisenrisiken kann der Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen bzw. Put-Optionen auf Devisen kaufen. Die beschriebenen Operationen dürfen nur auf einem anerkannten geregelten, für das Publikum offenen Markt durchgeführt werden, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist.

Außerdem können derartige Geschäfte mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung abgewickelt werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

Der Fonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen bzw. umtauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind. Devisensicherungsgeschäfte setzen eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

7. Für Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte gilt je Fondskategorie folgendes:

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50 % der im Fonds befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage ausgeliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungs-Organismus organisiert ist oder durch eine Finanzeinrichtung erster Ordnung, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50 % des Wertpapierbestandes erfassen, sofern dem Fonds das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuerlangen.

Der Fonds muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht: Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert und zugunsten des Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

b) Der Fonds kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner eines solchen Geschäfts eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann der Fonds die gegenständlichen Wertpapiere

nicht veräußern, bevor das Rückkaufsrecht der Wertpapiere nicht ausgeübt wird oder die Frist abgelaufen ist. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das dem Fonds ermöglicht, jederzeit seinen Verpflichtungen aus solchen Geschäften nachzukommen, gleichzeitig muß sichergestellt sein, daß durch Pensionsgeschäfte die jederzeitige Rückkaufsverpflichtung von Anteilen gegenüber den Anlegern nicht beeinträchtigt wird.

8. Die unter Ziffer 3) genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch die Ausübung von Bezugsrechten, die mit zu dem Fondsvermögen gehörenden Wertpapieren verbunden sind oder anders als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft bei den Verkäufen aus dem Vermögen der jeweiligen Fondskategorie unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber vorrangig eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach der Zulassung einer jeden Fondskategorie kann der Fonds in der betreffenden Fondskategorie unter Beachtung der Risikostreuung von den unter Ziffer 3) a 1) bis a 5) angeführten Beschränkungen abweichen.

9. Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank Änderungen der Anlagebeschränkungen und anderer Teile des Verwaltungsreglements vornehmen sowie weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, wo Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

Art. 5. Fondskategorien.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit mit Zustimmung der Depotbank Anteile verschiedener Kategorien, welche jeweils einem bestimmten Teil des Nettovermögens des Fonds, einer sogenannten «Fondskategorie» entsprechen, ausgeben.

2. Die verschiedenen Fondskategorien setzen unterschiedliche Schwerpunkte in der Anlagepolitik und investieren in Wertpapiere unterschiedlicher Märkte und Währungen, die von der Referenzwährung des Fonds abweichen können. Jeder Fondskategorie wird eine spezifische Bezeichnung zugeteilt. Die Bezeichnung einer Fondskategorie kann sich auch alleine durch einen Währungszusatz von den Bezeichnungen der übrigen Fondskategorien unterscheiden.

3. In den Beziehungen zwischen den Anteilhabern wird jede Fondskategorie als eine einzelne Einheit behandelt.

4. Dritten gegenüber stellt der Fonds eine einzige juristische Einheit dar. Der Fonds wird als Ganzes für jede Verpflichtung haften, welches auch immer die Fondskategorie ist, der die jeweiligen Verpflichtungen zugerechnet werden. Die Vermögenswerte, Verpflichtungen, Kosten und Ausgaben, welche keiner spezifischen Fondskategorie zugerechnet werden können, werden den verschiedenen Fondskategorien im Verhältnis ihres jeweiligen Nettovermögens oder pro rata ihres jeweiligen Nettovermögens zugerechnet, falls die betreffenden Beträge dies als angemessen erscheinen lassen.

5. Die genaue Anzahl und Ausgestaltung von bestehenden Fondskategorien wird im jeweils aktuellen Verkaufsprospekt dargestellt.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen.

1. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 7 des Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile jeder Fondskategorie erwerben.

2. Alle ausgegebenen Anteile haben je Fondskategorie gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft gegen Bezahlung an die Depotbank unverzüglich nach Eingang eines Zeichnungsantrages an einem Bewertungstag gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements zugeteilt.

3. Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements des jeweiligen Bewertungstages, insofern der Zeichnungsantrag zu dem von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Zeitpunkt vorliegt, zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 3 %. Die Verkaufsprovision steht der Verwaltungsgesellschaft zu, die ihrerseits die Verkaufsprovision ganz oder teilweise an die jeweiligen Vertreter weitergeben kann. Zeichnungsanträge, welche an einem Bewertungstag nach dem festgelegten Zeitpunkt eingehen, werden auf Basis des Inventarwertes des nächsten bzw. bei Fondskategorien, die hauptsächlich in Zonen mit erheblicher Zeitverschiebung in Luxemburg investieren, zum übernächsten Bewertungstag pro Anteil der betreffenden Fondskategorie abgerechnet. Der Ausgabepreis ist in der Referenzwährung der jeweiligen Fondskategorie zahlbar innerhalb von drei Tagen nach dem entsprechenden Bewertungstag. Falls die Gesetze eines Landes niedrigere Verkaufsprovisionen vorschreiben, können die in jenem Land beauftragten Banken die Anteile mit einer niedrigeren Verkaufsprovision verkaufen, die jedoch die dort höchstzulässige Verkaufsprovision nicht unterschreiten darf. Sofern Sparpläne angeboten werden, wird die Verkaufsprovision nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen berechnet.

4. Der Ausgabepreis erhöht sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

5. Soweit Ausschüttungen gemäß Artikel 14 des Verwaltungsreglements wieder unmittelbar in Anteilen angelegt werden, kann ein von der Verwaltungsgesellschaft festgelegter Wiederanlagerabatt gewährt werden.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn es sich bei den Käufern um natürliche oder juristische Personen handelt, die in bestimmten Ländern oder Gebieten wohnhaft oder eingetragen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Personen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilinhaber oder des Fonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft:

- a) aus eigenem Ermessen jeden Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen;

b) jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

2. Auf nicht unverzüglich ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen wird die Depotbank unverzüglich zurückzahlen.

Art. 8. Anteilzertifikate und Anteilbestätigungen.

1. Die Anteile werden in Globalzertifikaten verbriefte.

2. Ein Anspruch auf Ausgabe effektiver Stücke besteht nicht.

3. Auf Wunsch des Anteilerwerbers und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank eine von ihr handschriftlich oder facsimiliert unterzeichnete Anteilbestätigung über die erworbenen Anteile erteilen.

Art. 9. Berechnung des Inventarwertes.

1. Der Anteilwert je Fondskategorie (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf die Referenzwährung der jeweiligen Fondskategorie. Er wird unter Aufsicht der Depotbank von der Verwaltungsgesellschaft oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten an jedem Bankarbeitstag, der sowohl in Luxemburg als auch in Düsseldorf an den jeweiligen Hauptbörsen der Länder der betreffenden Fondskategorie ein Börsentag ist (im folgenden «Bewertungstag» genannt), errechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens einer jeden Fondskategorie durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile der betreffenden Fondskategorie.

Das Netto-Fondsvermögen wird je Fondskategorie nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet. Wenn ein Wertpapier an mehreren Börsen notiert ist, ist der letztverfügbare bezahlte Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber aktiv im geregelten Freiverkehr oder an einem anderen geregelten Wertpapiermarkt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls diese jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind, werden diese Wertpapiere ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfaren Bewertungsregeln festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

2. Alle auf eine andere Währung als die jeweilige Fondskategorie-Währung lautende Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese umgerechnet. Der Euro stellt auch die Konsolidierungswährung des Fonds dar.

3. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen der betreffenden Fondskategorie befriedigt werden können, unter vorheriger Zustimmung der Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrundelegt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkauft, die je nach Lage verkauft werden müssen. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes.

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen insgesamt und/oder je Fondskategorie(n) zeitweilig einzustellen:

1. während der Zeit, in welcher an einer Mehrheit von Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Wertpapiere der betreffenden Fondskategorie notiert ist, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an diesen Börsen ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

2. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

3. Werden die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Anteilen nur einer oder einiger Fondskategorien eingestellt, ohne daß die andere(n) Fondskategorien von den Einstellungsgründen betroffen werden, so werden die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Anteilen der nicht-betroffenen Fondskategorien nicht berührt.

Art. 11. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements gegen Übergabe der Anteilzertifikate oder, soweit solche ausgegeben wurden, der Anteilbestätigungen und wird zum nächsten gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements errechneten Inventarwert getätigt. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der jeweiligen Fondskategorie-Währung unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Zustimmung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 9 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert. Die Verwaltungsgesellschaft achtet darauf, daß das Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel umfaßt, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

3. Inhaber von Anteilen einer Fondskategorie können jederzeit einen oder alle ihre Anteile in Anteile einer anderen Fondskategorie tauschen. Dieser Tausch erfolgt auf Basis der zuletzt berechneten Vermögenswerte. Der Umtausch unterliegt einer Gebühr zugunsten der Verwaltungsgesellschaft von bis zu 1 % des Wertes der zu tauschenden Anteile.

4. Anleger, die ihre Anteile zum Rückkauf oder zum Umtausch angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, wie keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 12. Ausgaben des Fonds.

1. Der Fonds trägt folgende Kosten:

- a) alle Steuern, die auf das Fondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;
- b) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und für deren Verwahrung;
- c) das Entgelt für die Verwaltungsgesellschaft;
- d) das Entgelt für die Depotbank sowie deren Bearbeitungsgebühren;
- e) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber handeln;
- f) Druckkosten für Anteilzertifikate (falls solche gedruckt werden);
- g) die Kosten für die Veröffentlichung der Ausgabe- und Rücknahmepreise, der Ausschüttungen sowie sonstiger für den Anteilinhaber wichtiger Informationen;
- h) die Kosten für die Einlösung der Ertragscheine (falls solche gedruckt werden);
- i) die Kosten für den Druck und die Ausgabe neuer Ertragscheinbogen (falls solche gedruckt werden);
- j) die Kosten für den Druck, die Veröffentlichung und den Versand der Berichte und Verkaufsprospekte einschließlich des Verwaltungsreglements;
- k) die Prüfungskosten für den Fonds;
- l) die Kosten einer etwaigen Börsennotierung oder -registrierung und/oder einer Vertriebszulassung im In- und Ausland betreffend den Fonds;
- m) die Kosten der Gründung des Fonds.

2. Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Art. 13. Rechnungsjahr und Revision.

1. Das Rechnungsjahr des Fonds endet jährlich am 31. Dezember.

2. Die Bücher der Verwaltungsgesellschaft und das Fondsvermögen werden durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft kontrolliert, die von der Verwaltungsgesellschaft zu ernennen ist.

Art. 14. Ausschüttungen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung aus den ordentlichen Nettoerträgen einer Fondskategorie an die Anteilinhaber der betreffenden Fondskategorie erfolgen wird und zahlt diese, falls beschlossen, sobald als möglich nach Vorlage der geprüften Jahresrechnung des Fonds aus. Als ordentliche Nettoerträge des Fonds gelten je Fondskategorie vereinnahmte Dividenden und Zinsen, abzüglich der allgemeinen Kosten, unter Ausschluß der realisierten Kapitalgewinne und Kapitalverluste oder der nicht realisierten Wertsteigerungen und Wertminderungen sowie des Erlöses aus dem Verkauf von Subskriptionsrechten oder aller sonstigen Einkünfte nicht wiederkehrender Art.

2. Unbeschadet der vorstehenden Regelung kann die Verwaltungsgesellschaft je Fondskategorie, in Übereinstimmung mit der vom Verwaltungsrat beschlossenen Ausschüttungspolitik, die ordentlichen Nettoerträge oder realisierten Kapitalgewinne abzüglich realisierter Kapitalverluste und ausgewiesener Wertminderungen, sofern diese nicht durch ausgewiesene Wertsteigerungen ausgeglichen sind, ganz oder teilweise in bar oder in Form von Gratisanteilen ausschütten. Eventuell verbleibende Bruchteile können in bar bezahlt werden.

3. Eine Ausschüttung erfolgt auf die Anteile, die zum Ausschüttungstag in der betroffenen Fondskategorie ausgegeben waren, und es wird zu diesem Zweck ein Ertragsausgleich geschaffen und bedient.

4. Ausschüttungsbeträge, die nach fünf Jahren ab Datum der veröffentlichten Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen und gehen an den Fonds bzw. die betroffene Fondskategorie zurück.

5. Es ist beabsichtigt bis auf weiteres alle Erträge zu thesaurieren.

Art. 15. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit im Interesse der Anteilinhaber ganz oder teilweise ändern.

2. Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog Artikel 16, Absatz 1, des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 16. Veröffentlichungen.

1. Der Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile jeder Fondskategorie sind jeweils am Sitz der Verwaltungsgesellschaft und der Repräsentanten des Fonds im Ausland verfügbar, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Der Inventarwert kann am Sitz der Verwaltungsgesellschaft angefragt werden.

2. Nach Abschluß eines jeden Rechnungsjahres wird die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern einen geprüften Rechenschaftsbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Rechnungsjahres stellt die Verwaltungsgesellschaft den Anteilhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres.

3. Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 17. Dauer des Fonds und Auflösung.

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.

2. Eine Auflösung erfolgt zwingend, falls die Verwaltungsgesellschaft aus irgendeinem Grunde aufgelöst wird, und wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in drei dann zu bestimmenden Tageszeitungen in solchen Ländern, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, veröffentlicht, wovon eine eine Luxemburger Tageszeitung sein muß.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur Liquidation des Fonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter die Anteilhaber nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, soweit dann gesetzlich notwendig, in Euro umgerechnet und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Weder die Anteilhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung und/oder Teilung des Fonds beantragen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit, mit Zustimmung der Depotbank, über die Auflösung einer Fondskategorie entscheiden. Im Falle der Auflösung einer Fondskategorie hat die Verwaltungsgesellschaft die Möglichkeit, den Anteilhabern der betreffenden Fondskategorie den Umtausch ihrer Anteile in Anteile einer anderen Fondskategorie anzubieten, binnen der Fristen und unter den Bedingungen, welche von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt werden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann weiterhin mit Zustimmung der Depotbank Verschmelzungen zwischen zwei oder mehreren Fondskategorien oder die Einbringung einer oder mehrerer Fondskategorien in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen beschließen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann solche Beschlüsse unter anderem fassen, wenn das Nettovermögen einer Fondskategorie aus irgendeinem Grund unter die Grenze von Euro 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro) bzw. des Gegenwertes von Euro 1.250.000,- fällt.

Im Falle einer Verschmelzung von Fondskategorien haben die bestehenden Anteilhaber der betroffenen Fondskategorien das Recht, innerhalb eines Monats den Rückkauf ihrer Anteile durch den Fonds ohne Rückkaufkosten zu verlangen. Die Beträge, welche von den Anteilhabern am Ende der Liquidationsperiode noch nicht angefordert wurden, werden bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Die Caisse des Consignations wird die Liquidationserlöse für eine Dauer von 30 Jahren verwahren.

Jeder Zeichnungsauftrag wird vom Moment der Bekanntmachung der Auflösung, der Verschmelzung oder der Einbringung der betreffenden Fondskategorie an ausgeschlossen.

Art. 18. Verjährung.

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Luxemburger Recht. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf Zeichnung und Rücknahme durch diese Anleger beziehen.

2. Die Vertragssprache ist deutsch. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

3. Dieses Verwaltungsreglement trat am 15. April 1999 in Kraft und wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 1. Juli 1999 veröffentlicht.

Erstellt in dreifacher Ausfertigung, in Luxemburg, am 24. März 1999.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT
INTERNATIONAL S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft
Unterschriften

SAL. OPPENHEIM JR. & CIE. LUXEMBURG S.A.

Die Depotbank
Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 2 juin 1999, vol. 524, fol. 3, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(25050/999/546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 1999.

BMG ITALY HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 67.311.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 3 mai 1999

L'assemblée générale a décidé de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la catégorie «A»:

Monsieur Joseph Wallach Kaempfer Jr.;
Monsieur John Byrne Murphy;
Monsieur John Russell Fotheringham Walls; et
Monsieur Peter Jones.

L'assemblée générale a décidé de nommer les personnes suivantes comme administrateurs de la catégorie «B»:

Monsieur Corrado Fratini;
Dott. Jacopo Mazzei.

L'assemblée générale a décidé de nommer DELOITTE & TOUCHE S.A., Luxembourg, comme réviseur indépendant de la société.

Le mandat des administrateurs des catégories «A» et «B» et du réviseur indépendant prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BMG ITALY HOLDINGS, S.à r.l.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 juin 1999, vol. 517, fol. 98, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(27587/267/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 1999.

HEIN GERICKE NEDERLAND B.V.

Investiertes Kapital: LUF 800.000.

Gesellschaftssitz: 4079 AG Etten-Leur, Breda/Niederlande, Penningweg 44.

Zweigniederlassung: L-7513 Mersch, 5, route de d'Arlon.

H. R. 20061432.

STATUTEN

Geschäftsführer: Klinger Clive Gerhard
Wohnhaft: Hess 79, D-44007 Krefeld-Fischeln, Deutschland
Geb. Ort: Düren/Deutschland
Geb. Datum: 2.12.1961

Unterschrift.

Schaap & Partners Notare

Heute, den vierundzwanzigsten Januar neunzehnhunderteinundneunzig erschien vor mir, M. Jan Willem Klinkenberg, Notar mit Standort Rotterdam:

Herr M. Johan Kemper, Notariatsanwärter, wohnend in Rotterdam, nach seiner Erklärung in dieser Sache handelnd als Bevollmächtigter der nach niederländischem Recht gegründeten Gesellschaft ALLSPEDEX HOLDING B.V. einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in Breda.

Dem Komparanten gewährte Bevollmächtigung stellt sich aus einer Privaturkunde der Bevollmächtigung, die nach dem Gesetz als beglaubigt anerkannt ist und deshalb unterzeichnet an diese Urschrift geheftet wird.

Der Komparant erklärte, dass sein Auftraggeber hiermit gründet: eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, nach dem Entwurf, für dessen Satzungen die Unbedenklichkeitserklärung vom Minister gewährt wurde nach dem ministeriellen Erlass des Staatssekretärs der Justiz am zehnten Januar neunzehnhunderteinundneunzig, Nummer 399.071, festgelegt auf einen an diese Urschrift gehefteten Entwurf dieser Akte.

Die Gesellschaft wird unter den nachfolgenden Bestimmungen gegründet:

Name und Sitz

Art. 1. Die Gesellschaft führt den Namen: HEIN GERICKE NEDERLAND B.V., mit Sitz in Breda.

Gegenstand der Gesellschaft

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft ist:

a. die Beteiligung an, Verwaltung führen über, das Finanzieren von anderen Gesellschaften, Sicherheitsleistung für andere Gesellschaften, irgendwie;

b. das Führen einer Handelsunternehmung, das Herstellen von und das Handeln in Wildleder- und Lederbekleidung, besonders Motorradsporthandelsbekleidung und zugehörigen Gütern;

c. die Erlangung von Erlösen aus der Veräußerung oder Abtretung des Nutzungsrecht für Urheberrechte, Patente, Modelle, geheime Verfahren oder Rezepte, Warenzeichen und gleichartige Sachen, und auch Konzessionsgebühren einschliesslich Mieten für Filme oder die Nutzung von Industrie- Handels- und Forschungsanlagen oder Ausstattungen und Vergütungen für die Gewährung technischer Unterstützung, und Schliessen von Lizenzverträgen, sowohl wie Lizenzverleiher wie Lizenznehmer;

d. das Ausführen von demjenigen, was obenerwähnt ist, im weitesten Sinne.

Dauer

Art. 3. Die Gesellschaft wurde auf unbestimmte Dauer gegründet.

Kapital

Art. 4. 1. Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt zweihunderttausend Gulden (NLG 200.000,-), gestückt in zweitausend (2.000) Aktien im Nennwert von je einhundert (NLG. 100,-) Gulden.

2. Die Begebung von nicht bei der Gründung begebenen Aktien (das Gewähren von Rechten zum Nehmen von Aktien miteinbegriffen) erfolgt auf Grund eines diesbezüglichen Beschlusses der Hauptversammlung.

3. Die Hauptversammlung setzt gleichzeitig den Kurs und die Bedingungen der Emission unter Berücksichtigung dieser Satzungen fest und regelt alles, was sich auf die Ausführung des bezüglichen Beschlusses bezieht.

4. Die Hauptversammlung kann ihre Zuständigkeit zur Beschlussfassung, unter 2 und 3 gemeint, einem anderen Gesellschaftsorgan übertragen und kann die Übergabe widerrufen.

5. Der Emissionskurs darf nicht unter pari liegen.

6. Bei der Begebung der Aktien hat jeder Aktionär das Vorzugsrecht im Verhältnis zu dem Gesamtbetrag seiner Aktien, unbeschadet des im Gesetz Bestimmten.

Das Vorzugsrecht ist nicht übertragbar.

Erwerb von Aktien

Art. 5. 1. Erwerben nicht volleingezahlter Aktien ihres Kapitals durch die Gesellschaft ist nichtig.

2. Volleingezahlte Aktien darf die Gesellschaft nur unentgeltig erwerben oder wenn alle hiernach folgende Bestimmungen erfüllt worden sind.

a. Das Eigenkapital, mit dem Erwerbspreis herabgesetzt, ist nicht kleiner als der eingezahlte und angeforderte Teil des Kapitals, vermehrt mit den Reserven, die gesetzlich angehalten werden sollen;

b. Der Nennbetrag der zu erwerbenden und die Gesellschaft und ihre Tochtergesellschaften zusammengehaltenen Aktien in ihrem Kapital beträgt nicht mehr als die Hälfte des eingezahlten Kapitals;

c. Durch die Hauptversammlung oder durch ein von dieser beauftragtes anderes Gesellschaftsorgan ist Vollmacht zum Erwerben verliehen;

3. Für die Gültigkeit der Erwerbung ist die Grösse des Eigenkapitals nach der letztlich festgestellten Bilanz bestimmend, abzüglich des Erwerbspreises für die Aktien im Kapital der Gesellschaft und Ausschüttungen aus Gewinn oder aus den Reserven an andere, die sie und ihre Tochtergesellschaft nach dem Bilanzdatum verschuldet werden. Sind in einem Geschäftsjahr mehr als sechs Monate verstrichen ohne dass der Jahresabschluss festgestellt wurde, dann ist Erwerb nach Absatz 2 nicht gestattet.

4. Die vorangehenden Absätze gelten nicht für Aktien, die die Gesellschaft auf dem Wege der Gesamtnachfolge erwirbt.

5. Zu dem Begriff Aktien sind deren Anteilscheine einbegriffen

6. Veräusserung der durch die Gesellschaft erworbenen eigenen Aktien findet an solchen Zeitpunkten statt wie von der Hauptversammlung bestimmt werden und kann nur unter Berücksichtigung des in Artikel 9 der Satzungen Bestimmten stattfinden.

7. Die Gesellschaft kann keine Stimme abgeben für Aktien, die sie selber behält oder auf die sie ein Nutzungsrecht oder Pfandrecht hat. Der Pfandinhaber oder Nutzniesser einer durch die Gesellschaft selber gehaltenen Aktie kann auch seine Stimme nicht abgeben, wenn das Recht durch die Gesellschaft begründet worden ist. Für Aktien, für die die Gesellschaft Anteilscheine hält, kann nicht abgestimmt werden.

8. Der vorherige Absatz ist sinngemäss anwendbar auf Aktien oder deren Anteilscheine, die von Tochtergesellschaften der Gesellschaft gehalten werden oder auf die sie ein Nutzungsrecht oder ein Pfandrecht haben.

9. Bei der Festsetzung ob ein bestimmter Teil des Kapitals vertreten ist oder ob eine Mehrheit einen Bestimmten des Kapitals vertritt, wird das Kapital mit dem Betrag der Aktien, für die keine Stimme abgegeben werden kann, herabgesetzt.

Aktien

Art. 6. 1. Die Aktien sind Namensaktien und sind gattungsweise nummeriert. Anteilscheine werden nicht ausgegeben.

2. Die Aktien werden in ein Register eingetragen, das vom Vorstand geführt wird.

Das Register enthält den Namen des Aktionärs, seine Anschrift und die Vermeldung des auf jede Aktie eingezahlten Betrags.

3. In das Register werden auch die Namen und Anschriften derjenigen, die ein Nutzungsrecht oder ein Pfandrecht auf die Aktien haben, unter Angabe, welche an die Aktien verbundenen Rechte ihnen nach den Absätzen 9, 10 und 11 dieses Artikels zustehen, eingetragen.

4. Weiter werden in das Register die Namen und Anschriften der Inhaber der mit Mitwirkung der Gesellschaft ausgegebenen Namensanteilscheine eingetragen.

5. Jeder Aktionär, Nutzniesser und Pfandinhaber mit Mitwirkung der Gesellschaft ausgegebenen Namensanteilscheinen ist verpflichtet, dafür Sorge zu tragen, dass seine Anschrift bei der Gesellschaft bekannt ist.

6. In das Register, das regelmässig geführt werden soll, werden schliesslich jede verliehene Gewährleistung für noch nicht geleistete Einzahlungen, und auch, im Falle der Lieferung von nichtvolleingezahlten Aktien, den Tag der Lieferung eingetragen.

7. Auf Wunsch erteilt der Vorstand einem Aktionär, einem Nutzniesser und einem Pfandinhaber kostenlos einen Auszug aus dem Register in Bezug auf sein Recht auf eine Aktie.

Wenn auf eine Aktie ein Nutzungsrecht oder ein Pfandrecht beruht, so vermeldet der Auszug wem die in den Absätzen 9, 10 und 11 dieses Artikels gemeinte Rechte zustehen.

8. Der Vorstand legt das Register in die Geschäftsstelle für alle Aktionäre zur Einsicht, auch für die Nutzniesser und Pfandinhaber, denen die in den Absätzen 10 und 11 dieses Artikels gemeinten Rechte zustehen.

Die Angaben des Registers über die nicht volleingezahlte Aktien liegen für jeden zur Einsicht; eine Kopie oder einen Auszug dieser Daten wird höchstens gegen Selbstkostenpreis erteilt.

9. Auf Aktien kann Nutzungsrecht begründet werden. Wenn bei der Begründung des Niessbrauchs bestimmt worden ist, dass das Recht zur Abgabe einer Stimme dem Nutzniesser zusteht, steht ihm dies nur zu, wenn er entweder eine Person ist, die die Aktien nach der Sperrklausel in diesen Absätzen frei übertragen werden können, oder wenn diese Bestimmung -bei Übertragung des Niessbrauchs- durch die Hauptversammlung genehmigt wurde.

10. Der Aktionär, der kein Stimmrecht hat, und der Nutzniesser, der Stimmrecht hat, haben die Rechte, die durch das Gesetz den Inhabern der mit Mitwirkung der Gesellschaft ausgegebenen Anteilscheine zuerkannt sind.

Der Nutzniesser, der kein Stimmrecht hat, hat diese Rechte, wenn bei der Begründung oder Übereignung des Niessbrauches nicht anders bestimmt worden ist.

11. Auf Aktien kann ein Pfandrecht begründet werden.

Das Bestimmte in den Absätzen 9 und 10 dieses Artikels ist dementsprechend anwendbar.

12. Unter Anteilscheininhabern wird weiterhin in diesen Satzungen verstanden, die Inhaber der mit Mitwirkung der Gesellschaft begebenen Anteilscheine und die Personen, die durch einen auf diese Aktie begründeten Niessbrauch oder durch ein Pfandrecht, die in den Absätzen 10 und 11 dieses Artikels gemeinten Rechte haben.

13. Darlehen im Hinblick auf das Nehmen oder Erwerben von Aktien in ihrem Kapital oder deren Anteilscheine, darf die Gesellschaft nur erteilen bis höchstens den Betrag der auszuzahlenden Reserven.

Die Gesellschaft hält eine nicht auszuzahlende Reserve an bis den ausstehenden Betrag der in diesem Absatz genannten Darlehen.

Lieferung von Aktien

Art. 7. 1. Die Lieferung von Aktien findet statt mittels einer Lieferungsurkunde und Zustellung dieser Urkunde an die Gesellschaft oder schriftliche Anerkennung der Lieferung durch die Gesellschaft auf Grund vor Vorlegung dieser Urkunde an die Gesellschaft.

Wenn es sich handelt um nicht volleingezahlte Aktien, kann die Anerkennung nur stattfinden, wenn es eine Lieferungsurkunde mit fester Datierung gibt.

Diese Bestimmung wird dementsprechend auf die Begründung der Lieferung eines Nutzungsrechtes und auf die Begründung eines Pfandrechts auf Aktien anwendbar.

2. Das im Absatz 1 dieses Artikels im ersten Absatz Bestimmte ist auf die Zuteilung von Aktien bei Trennung einiger Gesellschaft anwendbar.

Ungeteiltheit

Art. 8. Wenn und solange eine oder mehrere Aktien zu einer Ungeteiltheit gehören, können die Berechtigten zusammen sich nur von einer von ihnen benannten Person der Gesellschaft gegenüber vertreten lassen. Wenn diese Benennung fehlt kann das mit diese Aktie oder mit diesen Aktien verbundene Versammlungs- und Stimmungsrecht nicht ausgeübt werden und wird das Recht auf Dividend verschoben.

Übereignung von Aktien

Art. 9. 1. Ein Aktionär kann eine oder mehrere seiner Aktien frei seiner Ehefrau, seinen Blutsverwandten und Angeheirateten in gerader Linie unbeschränkt, und in der Seitenlinie in zweitem Grade, einem Mitaktionär und der Gesellschaft übereignen.

2. Abgesehen von den Fällen, wie im Absatz 1 umschrieben kann die Übereignung von Aktien nur nach Verkaufsangebot an die Mitaktionären stattfinden, die dem Anbieter binnen einem Monat ihre Wünsche mitteilen sollen.

Die Gesellschaft kann nur mit Zustimmung des Anbieters als Interessent für die angebotenen Aktien auftreten.

3. Der Anbieter bleibt zuständig sein Angebot zurückzunehmen, unter der Voraussetzung, dass dies binnen einem Monat stattfindet, nachdem ihm bekannt ist, welchen Interessenten er alle Aktien, auf die das Angebot sich bezieht verkaufen kann und gegen welchen Preis.

4. Wenn feststeht, dass nicht alle Aktien, auf die das Angebot sich bezieht gegen Barzahlung gekauft werden, wird der Anbieter die Aktien binnen drei Monaten nach dieser Feststellung frei übereignen dürfen.

5. Wenn eine der Parteien dies wünscht, wird der Preis von einem unabhängigen Sachverständigen festgestellt werden, von dem Amtsrichter, in dessen Amtsgerichtsbezirk die Gesellschaft satzungsgemäss ihren Sitz hat, angewiesen.

6. Wenn alle ausgegebene Aktien einem Aktionär gehören steht es diesem frei all seine Aktien oder einen Teil davon den Personen zu übereignen und unter den Bedingungen wie es ihm beliebt.

Vorstand

Art. 10. 1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Mitgliedern bestehenden Vorstand geleitet.

2. Jeder Vorstandsmitglied vertritt die Gesellschaft gerichtlich und aussergerichtlich, auch in den Fällen, in denen er gegensätzliche Interessen zu denen der Gesellschaft hat.

3. Die Vorstandsmitglieder werden von der Hauptversammlung bestellt, und können von ihr jederzeit suspendiert oder abberufen werden.

4. Bei Verhinderung oder Abwesenheit eines oder mehreren Vorstandsmitglieder obliegt den übrigen Vorstandsmitgliedern beziehungsweise dem übrigen Vorstandsmitglied die gesamte Leitung.

Bei Verhinderung oder Abwesenheit aller Vorstandsmitglieder obliegt die Leitung zeitlich der hierfür von der Hauptversammlung zu bestimmenden Person.

Hauptversammlung

Art. 11. 1. Die Jahreshauptversammlung wird binnen sechs Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres der Gesellschaft abgehalten.

2. Ausserordentliche Hauptversammlungen werden so oft wie ein Vorstandsmitglied dies nötig findet abgehalten.
 3. Hauptversammlungen werden am Ort, wo die Gesellschaft ihren Sitz hat abgehalten.
 4. Die Aktionäre werden zur Hauptversammlung per Einladungsbriefe, an die in Artikel 6 gemeinten Anschriften der Aktionäre und Anteilscheininhaber aufgerufen.
 5. Die Aufberufungsfrist beträgt mindestens fünfzehn Tage, der der Einladung und Versammlung nicht mitgerechnet. Die Einladungsbriefe vermelden die Gegenstände die behandelt werden sollen.
- Wenn der Aufruf eine Versammlung betrifft, auf der ein Beschluss gefasst wird wie gemeint in Artikel 208 von Buch 2 des bürgerlichen Gesetzbuchs, so vermeldet der Einladungsbrief den Zweck der Kapitalherabsetzung und die Weise der Ausführung.

Art. 12. 1. Die Hauptversammlungen werden von einem Vorstandsmitglied geleitet, vorzugsweise dem ältesten in Jahren, und bei Verhinderung oder Abwesenheit eines Vorstandsmitglied, durch die Person, in Artikel 110 Absatz 4 gemeint.

2. Auf der Hauptversammlung hat jede Aktie das Recht um eine Stimme abzugeben.
Blanko Stimmabgaben werden erachtet als nicht abgegeben zu sein.
 3. Jeder Aktionär und Anteilscheininhaber ist zuständig, persönlich oder durch schriftlich Bevollmächtigten, der Hauptversammlung beizuwohnen und in dieser Hauptversammlung das Wort zu führen.
 4. Gültige Stimmen können auch abgegeben werden für Aktien derer, denen aus anderem Grunde als Aktionär der Gesellschaft durch den zu fassenden Beschluss irgendwelches Recht der Gesellschaft gegenüber zugeteilt werden sollte oder der dadurch von irgendeiner Verpflichtung ihr gegenüber entoben werden sollte.
 5. Beschlüsse werden mit absoluter Mehrheit gefasst insofern das Gesetz oder diese Satzungen keine grössere Mehrheit anordnen.
- Bei Stimmengleichheit über Gegenstände wird der Vorschlag als nicht angenommen betrachtet; bei Stimmengleichheit über Personen entscheidet das Los.
6. Aktionäre können alle Beschlüsse, die sie in der Versammlung fassen auch ausserhalb der Versammlung fassen, unter der Bedingung, dass keine Anteilscheininhaber anwesend sind. Ausserhalb der Versammlung kann ein Beschluss gefasst werden, wenn alle Aktionäre sich schriftlich (worunter einbegriffen telegrafisch, per Telex oder per Telefax) über den Vorschlag geäussert haben und einstimmig angenommen wird.

Art. 13. Die Genehmigung der Hauptversammlung wird gefordert für Verwaltungsbeschlüsse über:

- a) die Begebung von Anleihen insofern diese Anleihen einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Gulden (NLG 25.000,-) übertreffen.
- b) das Abschliessen von Lizenzverträgen.
- c) die Einstellung von Arbeitnehmern für die ein Bruttogehalt von achtzigtausend Gulden (NLG 80.000,-) oder mehr bezahlt wird;
- d) das Abschliessen von Handelsvertretungsverträgen;
- e) das Ändern der Vertretungszuständigkeit von Prokuristen und anderen Bevollmächtigten.

Geschäftsjahr - Jahresabschluss

Art. 14. 1. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft läuft vom 1. Oktober bis einschliesslich den 30. September.

2. Alljährlich binnen fünf Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres der Gesellschaft, unter dem Vorbehalt der Verlängerung dieser Frist mit höchstens sechs Monaten durch die Hauptversammlung auf Grund besonderer Umstände, wird durch den Vorstand den Jahresabschluss aufgestellt, der der Hauptversammlung zur Feststellung vorgelegt wird.

Binnen dieser Frist legt der Vorstand auch den Jahresbericht vor, es sei denn, dass Artikel 403 von Buch 2 des bürgerlichen Gesetzbuchs für die Gesellschaft zutrifft.

3. Der Jahresbericht wird von den Vorstandsmitgliedern unterzeichnet; wenn eine Unterschrift von einem oder mehreren von ihnen fehlt, so wird der Grund dessen angegeben.

4. Die Gesellschaft hat dafür Sorge zu tragen, dass der Jahresabschluss und die laut Artikel 392 Absatz 1 von Buch 2 des bürgerlichen Gesetzbuchs zuzufügende Erläuterungen vom Tage der Einberufung für die Hauptversammlung, in ihrer Geschäftsstelle zur Einsicht liegen.

Ihre Aktionäre oder Inhaber mit ihrer Mitwirkung ausgegebenen Namensanteilscheinen können die Unterlagen in der Geschäftsstelle einsehen und kostenlos eine Kopie erhalten.

5. Feststellung ohne Vorbehalt des ihr vorgezeigten Jahresabschlusses von der Hauptversammlung entlastet die Mitglieder des Vorstands bezüglich ihrer Verwaltung, unbeschadet des Bestimmten in Artikel 249 vom Buch 2 des bürgerlichen Gesetzbuchs.

Gewinn

Art. 15. 1. Der in jedem Jahr erzielte Gewinn unterliegt der Verfügung der Hauptversammlung.

2. Zu Lasten der gesetzlich vorgeschriebenen Reserven darf ein Defizit nur getilgt werden insoweit das Gesetz dies erlaubt.

3.a. Die Gesellschaft kann den Aktionären und anderen Berechtigten für ausschüttbaren Gewinn nur auszahlen für insoweit das Eigenkapital grösser ist als das eingezahlte und aufgeforderte Teil des Kapitals, vermehrt mit den Reserven, die gesetzlich angehalten werden sollen.

b. Gewinnausschüttung findet nach der Feststellung des Jahresabschlusses statt, aus dem hervorgeht, dass dies erlaubt ist.

c. Auf Aktien wird kein Gewinn zwecks der Gesellschaft ausgeschüttet.

4. Bei der Berechnung der Gewinnausschüttung zählen die Aktien, die die Gesellschaft in ihrem eigenen Kapital behält nicht mit, es sei denn, dass diese Aktien mit einem Niessbrauch belastet sind oder davon mit Mitwirkung der Gesellschaft Anteilscheine begeben worden sind.

5. Es ist der Gesellschaft nur erlaubt zwischenzeitliche Ausschüttungen zu erteilen, wenn das Erfordernis des dritten Absatzes unter a erfüllt worden ist.
6. Ausschüttungen an Aktionäre sind vierzehn Tage nach derer Feststellung von der Hauptversammlung zahlbar.
7. Die Forderung des Aktionärs auf die Ausschüttung verfällt nach einem Zeitverlauf von fünf Jahren.

Satzungsänderung, Auflösung der Gesellschaft

Art. 16. 1. Beschlüsse zur Änderung der Satzung oder zur Auflösung der Gesellschaft können nur mit mindestens zwei Drittel der auf einer Hauptversammlung, auf der mindestens die Hälfte des begebenen Kapitals vertreten ist, abgegebenen Stimmen gefasst werden.

2. Ist auf einer Versammlung, auf der ein Beschluss wie in Absatz 1 gemeint auf die Tagesordnung gesetzt ist, nicht das erforderliche Kapital vertreten, wird eine zweite Versammlung einberufen, die innerhalb von einem Monat nach der ersten abzuhalten ist.

Auf der zweiten Versammlung kann sodann ungeachtet des vertretenen Kapitals, mit mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen, ein Beschluss wie gemeint in Absatz 1 gefasst werden.

3. Der Vorstand ist verpflichtet, eine beglaubigte Abschrift der Änderung und der Satzänderungen in die Geschäftsstelle des Handelsregisters zu legen.

Auflösung

Art. 17. 1. Bei der Auflösung der Gesellschaft auf Grund eines Beschlusses der Hauptversammlung wird sie vom Vorstand ausgeführt, es sei denn, dass die Hauptversammlung anders entscheidet.

2. Die Hauptversammlung stellt die Belohnung der Liquidatoren fest.

3. Die Liquidation findet übrigens unter Berücksichtigung der gesetzlichen Bestimmungen statt.

4. Die Bestimmungen dieser Satzungen bleiben während der Ausführung der Liquidation so viel wie möglich in Kraft.

5. Dasjenige, das nach Bezahlung an die Gläubiger vom Kapital der aufgelösten Gesellschaft übriggeblieben ist, wird den Aktionären und anderen Berechtigten im Verhältnis zu ihrem Recht ausgezahlt.

6. Nach der Liquidation bleiben die Bücher und Unterlagen der aufgelösten Gesellschaft dreissig Jahre im Besitz desjenigen, die (der) von der Hauptversammlung dazu angewiesen worden ist.

Schlussbestimmung

Schliesslich erklärte der Komparant:

1. Am Kapital der Gesellschaft mit beschränkter Haftung wird vom Gründer ALLSPEED HOLDING B.V. teilgenommen für vierhundert (400) Aktien, so dass das Grundkapital vierzigtausend Gulden (NLG. 40.000,-) beträgt.

2. Der Gründer hat zwecks der Gesellschaft vereinbart, dass er seine Aktien voll einzahlen wird.

Diese Einzahlung hat stattgefunden, was aus der an diese Urkunde zu heftende Erklärung hervorgeht, wie im Gesetz gemeint, welche Einzahlung hiermit durch die Gesellschaft akzeptiert wird.

3. Abweichend vom Bestimmten in Artikel 10, Absatz 3, für was die Weise der Ernennung betrifft, wird zum ersten Mal zum Vorstand der Gesellschaft ernannt:

Herr Jan Perier, wohnend Rietgors 54, 3755 GE Eemnes.

4. Das erste Geschäftsjahr endet am einunddreissigsten Dezember neunzehnhunderteinundneunzig.

Wovon ursprüngliche Urkunde, in Rotterdam am Datum im Kopf dieser Urkunde vermeldet aufgestellt worden ist.

Nach sachlicher Angabe des Inhalts dieser Urkunde an die erschienene Person, hat diese erklärt, vom Inhalt dieser Urkunde Kenntnis genommen zu haben und auf ganze Vorlesung davon zu verzichten. Danach ist diese Urkunde nach beschränkter Vorlesung vom Komparanten, mir, Notar bekannt, und von mir, Notar, unterzeichnet worden.

Abgegeben für Abschrift.

Der Unterzeichnete, Jacobus de Waal, vereidigter Übersetzer am Landgericht Breda, erklärt hiermit, dass die obige Übersetzung inhaltlich dem ihm zur Verfügung gestellten Grundtext entspricht.

Oud Gastel, den 15. April 1999.

J. de Waal.

Enregistré à Luxembourg, le 4 mai 1999, vol. 517, fol. 34, case 8. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20444/000/290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 1999.

AIRVENTURES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

— STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le neuf avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, soussigné, en remplacement de Maître Marthe Thyges-Walch, notaire de résidence à Luxembourg, empêchée, la minute des présentes restant à la garde de la seconde nommée.

Ont comparu:

1. - AIRINVEST, société de droit belge, ayant son siège social à B-1930 Zaventem, Heidestraat, numéro 32, représentée aux fins des présentes par Madame Betty Prudhomme, employée privée, demeurant à Thiaumont (Belgique);

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Zaventem, en date du 31 mars 1999.

2. - Monsieur Alexis Verougstraete, administrateur de sociétés, demeurant à Kraainem (Belgique), représenté aux fins des présentes par Madame Betty Prudhomme, préqualifiée;

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée à Kraainem, en date du 31 mars 1999.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Titre I^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme, sous la dénomination de AIRVENTURES S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société aura une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société a également pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur par location et de toute autre manière et, le cas échéant, la vente d'immeubles de toute nature, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Art. 3. Le capital social est fixé à LUF 80.000.000,- (quatre-vingts millions de francs luxembourgeois), représenté par 8.000 (huit mille) actions de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois) chacune.

Toutes les actions sont au porteur, sauf dispositions contraires de la loi.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social initial à concurrence de LUF 420.000.000,- (quatre cent vingt millions de francs luxembourgeois) pour le porter de son montant actuel de LUF 80.000.000,- (quatre-vingts millions de francs luxembourgeois) à LUF 500.000.000,- (cinq cents millions de francs luxembourgeois), le cas échéant par l'émission de 420.000 (quatre cent vingt mille) actions de LUF 10.000,- (dix mille francs luxembourgeois) chacune, jouissant des mêmes droits que les actions existantes.

En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles ou non sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées et par dérogation à l'article 10 ci-après, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

Le conseil d'administration a l'autorisation de supprimer ou de limiter le droit de souscription préférentiel lors d'une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé. Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Titre II. - Administration, Surveillance

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou télécopie étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Art. 6. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature collective de deux administrateurs.

Art. 7. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le conseil d'administration agissant par son président ou un administrateur-délégué.

Art. 8. Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Titre III. - Assemblée générale et Répartition des bénéfices

Art. 10. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le troisième mardi du mois de mai à 14.30 heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Titre IV. - Exercice social, Dissolution

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Titre V. - Disposition générale

Art. 15. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1999.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2000.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire aux actions du capital social comme suit:

1. - AIRINVEST., prédésignée, sept mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	7.999
2. - Monsieur Alexis Verougstraete, préqualifié, une action	1
Total: huit mille actions:	8.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de LUF 80.000.000,- (quatre-vingts millions de francs luxembourgeois) se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par une attestation bancaire.

Constataion

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de neuf cent mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualité qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'adresse de la société est fixée à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

Deuxième résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Troisième résolution

Sont nommés administrateurs:

1. - Monsieur Guy Lammar, employé privé, demeurant à Itzig;
2. - Monsieur Pierre Mestdagh, employé privé, demeurant à Strassen.
3. - Monsieur Alexis Verougstraete, administrateur de sociétés, demeurant à Kraainem (Belgique).

Quatrième résolution

Est nommée commissaire:

FIN-CONTROLE, société anonyme, avec siège social à Luxembourg.

Cinquième résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire expireront immédiatement après l'assemblée générale statutaire de l'an 2004.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: B. Prudhomme, J.-J. Wagner.

Enregistré à Luxembourg, le 12 avril 1999, vol. 2CS, fol. 54, case 3. – Reçu 8.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mai 1999.

M. Thyès-Walch.

(20817/233/184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

AKS (HOLDINGS) S.A., Société Anonyme Holding.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-nine, on the twenty-sixth day of March.

Before us, Maître Edmond Schroeder, notary residing in Mersch.

There appeared:

1. - KHOJAH & SONS (HOLDINGS) S.A., a corporation with its registered office in L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse, here represented by Ms Danielle Schroeder, company director, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.
2. - MNE (Holdings) S.A., a corporation with its registered office in L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse, here represented by Ms Danielle Schroeder, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal. Said proxies initialled ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Said appearing parties have established as follows the Articles of Incorporation of a holding company to be organized between themselves:

Title I. Name, Registered Office, Object, Duration, Corporate Capital

Art. 1. There is hereby organized a holding company in the form of a société anonyme, the name of which shall be AKS (HOLDINGS) S.A.

Said company shall have its registered office in Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred, or are imminent, which might impair the normal activities of the registered office or easy communication between such office and foreign countries, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such temporary measures shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding such temporary transfer of the registered office, still remains of Luxembourg nationality.

The Company shall have an unlimited duration.

Art. 2. The purposes of the company are the acquisition of participating interests in any form whatsoever in other Luxembourg or foreign companies and any other investment form, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner of securities of any kinds, the management, supervision and development of these interests.

The company may borrow and grant any assistance, loan advance or guarantee to companies in which it has a direct interest.

It may also acquire and license trade-marks and patents and other rights derived from or complementary to such patents, and participate in the organization, development, transformation and supervision of any company, remaining however always within the limits of the Law of July 31st, 1929 on holding companies.

Art. 3. The corporate capital is fixed at fifty thousand U.S. dollars (50,000.- USD), represented by five hundred (500) shares of one hundred U.S. dollars (100.- USD) each.

Unless otherwise specified by Law, the shares may be in registered or bearer form at the option of the shareholders.

The Board of Directors is authorized to increase the corporate capital to two million U.S. dollars (2,000,000.-USD), represented by twenty thousand (20,000) shares of one hundred U.S. dollars (100.- USD) each.

The Board of Directors is fully authorized and appointed to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions, as the case may be, to fix the place and the date of the issue or of the successive issues, to determine the terms and conditions of subscription and payment, to call if necessary on new shareholders, finally to fix all other terms and conditions which are necessary or useful even if they are not provided for in the present resolution, to have documented in the notarial form the subscription of the new shares, the payment and the effective increase of capital and finally to bring the articles of incorporation in accordance with the amendments deriving from the realized and duly documented increase of capital, in accordance with the law of August 10th, 1915 and especially under the condition that the authorization has to be renewed every five years.

Moreover, the Board of Directors is authorised to issue ordinary or convertible bonds, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital.

The Board of Directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions which may be related to such bond issue.

A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the company.

With respect to the conditions set forth hereinbefore and notwithstanding the stipulations of article 10 hereafter, the Board of Directors is authorized to increase the corporate capital even by incorporation of free reserves.

The Board of Directors is authorized to suppress or limit the preferential subscription right in case of an increase of capital within the limits of the authorized capital.

The authorized and subscribed capital may be increased or reduced by a decision of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the same manner as for the amendment of the Articles of Incorporation.

The company may redeem its shares within the limits fixed by law.

Title II. Management and Supervision

Art. 4. The company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three members who need not be shareholders of the company. Their term of office shall be maximum 6 years. The directors shall be re-eligible.

Art. 5. With the exception of the acts reserved to the general meeting of shareholders by law or by the Articles of Incorporation, the Board of Directors may perform all acts necessary or useful to the achievement of the purposes of the company. The Board of Directors may not deliberate or act validly unless a majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telex or telefax, being permitted.

In case of emergency, the directors may cast their vote by letter, telex or telefax. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effects as resolutions adopted at the directors' meetings.

Resolutions of the Board of Directors shall be adopted by majority vote.

Art. 6. The Board of Directors may delegate all or part of its power to a director, officer, manager or other agent. The corporation shall be bound by the sole signature of the managing director or by the collective signature of two directors.

Art. 7. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the company by the Board of Directors represented by its chairman or its managing director.

Art. 8. The Board of Directors may decide to pay interim dividends within the limits and conditions fixed by law.

Art. 9. The supervision of the corporation shall be entrusted to one or more auditors, who are appointed for a term not exceeding six years. They shall be re-eligible.

Title III. General Meeting and distribution of profits

Art. 10. The general meeting of the company properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the broadest powers to perform or ratify all acts which concern the company.

Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The general meeting shall determine the allocation or distribution of the net profits.

Art. 11. The annual meeting of shareholders shall be held on the third Friday of the month of July at 3 p.m. in Luxembourg at the registered office or at any other location designated in the convening notices. If said day is public holiday, the meeting will be held the next following business day.

Art. 12. By a decision of the extraordinary general meeting of the shareholders, all or part of the net profit and the distributable reserves may be assigned to redemption of the stock capital by way of reimbursement at par of all or part of the shares which have to be determined by lot, without reduction of capital. The reimbursed shares are cancelled and replaced by bonus shares which have the same rights as the cancelled shares, with the exception of the right of reimbursement of the assets brought in and of the right to participate at the distribution of a first dividend allocated to non-redeemed shares.

Title IV. Accounting year, Dissolution

Art. 13. The accounting year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

Art. 14. The company may be dissolved by decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Title V. General Provisions

Art. 15. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915, as amended on commercial companies, the law of July 31st, 1929, on Holding Companies.

Transitory provisions

1. - The first accounting year will start on the date of formation of the Company and will end on the thirty-first of December one thousand nine hundred and ninety-nine.

2. - The first annual general meeting will be held in 2000.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed as follows:

1. - KHOJAH & SONS (HOLDINGS) S.A., prenamed, two hundred and fifty shares	250
2. - MNE (HOLDINGS) S.A., prenamed, two hundred and fifty shares	250
Total: five hundred shares	500

The shares have all been fully paid up in cash so that fifty thousand U.S. dollars (50,000.- USD) are now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions set forth in Article 26 of the Law of Trading companies have been observed and expressly acknowledges their observation.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever which the company incurs or for which it is liable by reason of its organization amounts to approximately sixty-five thousand Luxembourg francs (65,000.- LUF).

Estimation of the share capital

For the purpose of registration, the share capital is evaluated at one million eight hundred sixty thousand two hundred and eighty-five Luxembourg francs (1,860,285.- LUF).

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have decided to hold an extraordinary general meeting and, having stated that it was regularly constituted, they have, by unanimous vote, passed the following resolutions:

1) The registered office of the company is in L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

The general meeting authorizes the Board of Directors to fix at any time a new registered office within the municipality of Luxembourg.

2) The number of directors is fixed at three and that of the auditors at one.

3) Are appointed as directors:

a. - Dr. Patrick K. Oesch, attorney-at-law, residing in Zurich (Switzerland).

b. - Ms Verena Biedermann, attorney-at-law, residing in Thalwil (Switzerland).

c. - Mr Kurt H. Oesch, company director, residing in Zurich (Switzerland)

4) Is appointed as statutory auditor:

- GRANT THORNTON, certified public accountants, Nicosia, Cyprus.

5) The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of 2004.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Mersch, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Folgt die Übersetzung in deutscher Sprache

Im Jahre eintausendneunhundertneundneunzig, am sechsundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Edmond Schroeder, mit dem Amtswohnsitz in Mersch.

Sind erschienen:

1. - KHOJAH & SONS (HOLDINGS) S.A., eine Gesellschaft mit Sitz in L-2320 Luxemburg, 21, boulevard de la Pétrusse.

hier vertreten durch Frau Danielle Schroeder, company director, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift.

2. - MNE (HOLDINGS) S.A., eine Gesellschaft mit Sitz in L-2320 Luxemburg, 21, boulevard de la Pétrusse, hier vertreten durch Frau Danielle Schroeder, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Die oben aufgeführten Vollmachten werden, nachdem sie durch die Komparenten und den instrumentierenden Notar ne varietur gezeichnet wurden, zusammen mit den Gesellschaftssatzungen zur Einregistrierung vorgelegt.

Vorbenannte Personen ersuchten den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital.

Art. 1. Es wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung AKS (HOLDINGS) S.A. gegründet.

Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am

Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch aussergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegen; diese einstweilige Massnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Gesellschaft wird auf unbeschränkte Dauer errichtet.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Beteiligung unter irgendeiner Form in andern luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, alle anderen Anlagemöglichkeiten, der Erwerb von allen Arten von Wertpapieren durch Ankauf Zeichnung oder sonstwie, deren Veräusserung durch Verkauf, Abtretung oder Tausch, die Überwachung und die Verwertung ihrer Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen sie direkt beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Sie kann ebenfalls Fabrikmarken und Patente und alle mit diesen zusammenhängenden Rechte erwerben und verwerten, an der Gründung, der Umänderung und der Kontrolle von Gesellschaften teilnehmen, das Ganze im Rahmen des Gesetzes vom 31. Juli 1929 über die Holdinggesellschaften.

Art. 3. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt fünfzigtausend U.S. Dollars (50.000,- USD), eingeteilt in fünfhundert (500) Aktien mit einem Nominalwert von je einhundert U.S. Dollars (100,- USD)

Auf Wunsch der Aktionäre, sind die Aktien Namensaktien oder Inhaberaktien, es sei, dass das Gesetz es anders bestimmt.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt das Gesellschaftskapital auf zwei Millionen U.S. Dollars (2.000.000,- USD) zu erhöhen, eingeteilt in zwanzig tausend (20.000) Aktien mit einem Nominalwert von je einhundert U.S. Dollars (100,- USD)

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt und beauftragt die Kapitalerhöhung ganz oder teilweise vorzunehmen, den Ort und das Datum der Aktiengabe oder der verschiedenen Aktiengaben festzusetzen, die Bedingungen der Zeichnung der Aktien und der Einzahlung die notwendig oder wünschenswert sind festzusetzen, auch wenn sie nicht ausdrücklich in diesen Satzungen erwähnt sind.

Der Verwaltungsrat ist desweiteren berechtigt, nach der Zeichnung der neuen Aktien, die Einzahlung und die durchgeführte Kapitalerhöhung in einer Notariatsurkunde festzustellen und die Gesellschaftssatzungen dementsprechend abändern zu lassen, das Ganze im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 und unter der Bedingung, dass die obenaufgeführte Ermächtigung jeweils nach fünf Jahren erneuert werden muss.

Desweiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Anleihen auszugeben, sei es in Form einfacher Anleihen oder Wandelanleihen sei es in Form von Inhaberobligationen oder in anderer Form, unter welcher Bezeichnung auch immer und zahlbar in jeder Währung, jedoch mit der Massgabe, dass die Ausgabe von Wandelobligationen nur im Rahmen des genehmigten Kapitals erfolgen kann.

Der Verwaltungsrat wird die Natur, den Preis, den Zinssatz, die Ausgabe und Rückzahlungsbedingungen sowie jede andere Bedingung die sich auf die Ausgabe der Obligationen bezieht, festsetzen.

Ein Register der Namensobligationen wird am Gesellschaftssitz geführt werden.

Im Rahmen der obenerwähnten Bedingungen und ohne Rücksicht auf die in Artikel 10 enthaltenen Bestimmungen, ist der Verwaltungsrat ermächtigt, das Gesellschaftskapital gegen Einbezug von freien Rücklagen zu erhöhen.

Der Verwaltungsrat kann, im Falle einer Kapitalerhöhung im Rahmen des genehmigten Kapitals, das Vorzugsrecht der früheren Aktionäre ausschalten oder beschneiden.

Das genehmigte und das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher wie bei Satzungsänderung zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäss den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

II. - Verwaltung - Überwachung

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Diese Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung für eine Dauer

ernannt, die am Ende der Generalversammlung in der sie benannt wurden, beginnt und dauert bis zum Ende der nächsten Generalversammlung. Die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten; er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei Verwaltungsratsmitglieder durch Kollegen vertreten werden können (Vollmachten per Schreiben, Telex oder Telefax sind möglich). In dringenden Fällen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich oder telegraphisch oder per Telefax abgeben. Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefasster Beschluss. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen.

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann alle oder einen Teil seiner Befugnisse an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates.

Art. 7. In sämtlichen Rechtssachen, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, wird die Gesellschaft vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder vom Delegierten des Verwaltungsrates vertreten.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Interimdividenden zu zahlen unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen.

Art. 9. Die Überwachung der Tätigkeit der Gesellschaft wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut; ihre Amtszeit kann sechs Jahre nicht überschreiten. Sie sind wiederwählbar.

III. - Generalversammlung und Gewinnverteilung

Art. 10. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäss den Bestimmungen des Gesetzes. Eine Einberufung ist nicht notwendig wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Die Generalversammlung beschliesst über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in den Einberufungsschreiben genannten Ort in Luxemburg statt und zwar am dritten Freitag des Monats Juli um 15.00 Uhr. Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Durch Beschluss der Generalversammlung können ein Teil oder der ganze Gewinn oder aber ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung genutzt werden mittels Rückzahlung des Nominalwertes aller oder eines Teiles der ausgegebenen Aktien; diese Aktien werden durch das Los bestimmt und das gezeichnete Kapital wird nicht herabgesetzt. Die zurückgezählten Aktien werden annulliert und durch Genussscheine ersetzt welche dieselben Rechte wie die annullierten Aktien besitzen, mit der Ausnahme des Rechtes der Rückzahlung des Nominalwertes und des Rechtes auf die Zahlung einer ersten Dividende welche den nicht zurückgezählten Aktien vorbehalten ist.

IV. - Geschäftsjahr - Auflösung

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember jeden Jahres.

Art. 14. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

V. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 15. Für alle nicht in dieser Satzung festgelegten Punkte, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf dessen spätere Änderungen.

VI. - Vorübergehende Bestimmungen

1. - Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am einunddreissigsten Dezember eintausendneunhundertneunundneunzig.

2. - Die erste Generalversammlung der Aktionäre findet statt im Jahre 2000.

VII. - Kapitalzeichnung

Die Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

1. - KHOJAH & SONS (HOLDINGS) S.A., vorgeannt, zweihundertfünfzig Aktien	250
2. - MNE (HOLDINGS) S.A., vorgeannt, zweihundertfünfzig Aktien	250
Total: fünfhundert Aktien	500

Alle Aktien wurden voll eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von fünfzigtausend U.S. Dollars (50.000,- USD) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

VIII. - Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

IX. - Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf fünfundsechzigtausend Luxemburger Franken (65.000,- LUF).

Schätzung des Kapitals

Zum Zwecke der Erhebung der Einregistrierungsgebühren wird das Kapital der Gesellschaft geschätzt auf eine Million achthundertsechzigtausendzweihundertfünfundachtzig Luxemburger Franken (1.860.285,- LUF).

X. - Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die Erschienenen sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefasst.

1. - Die Anschrift der Gesellschaft lautet: L-2320 Luxemburg, 21, boulevard de la Pétrusse.

Die Gründungsversammlung ermächtigt den Verwaltungsrat eine neue Anschrift der Gesellschaft innerhalb der Ortschaft des Gesellschaftssitzes zu wählen.

2. - Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei und diejenige der Kommissare auf einen festgesetzt.

3. - Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a) Dr. Patrick K. Oesch, attorney-at-law, wohnhaft in Zürich (Schweiz);

b) Frau Verena Biedermann, attorney-at-law, wohnhaft in Tahlwil (Schweiz);

c) Herr Kurt H. Oesch, company director, wohnhaft in Zürich (Schweiz)

4. - Zum Kommissar für den gleichen Zeitraum wird ernannt:

- GRANT THORNTON, certified public accountants, Nicosia, Zypern.

5. - Die Mandate des Verwaltungsrates und dasjenige des Kommissars erfallen sofort nach der Generalversammlung des Jahres 2004.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, hält hiermit fest dass auf Wunsch der Kompartmenten vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst ist mit einer Übersetzung ins Deutsche. Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen der englischen und der deutschen Fassung ist auf Wunsch der Kompartmenten die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Mersch, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Kompartmenten, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. Schroeder, E. Schroeder

Enregistré à Mersch, le 31 mars 1999, vol. 409, fol. 6, case 7. – Reçu 18.603 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Mersch, den 12. April 1999.

E. Schroeder.

(20818/228/330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

AVENA GDL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-sept avril.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1. - La société de droit de l'Etat de Belize dénommée ROBIN MANAGENENT LTD, avec siège social à Belize City (Etat de Belize),

constituée en vertu d'un acte reçu en date du 18 mars 1999 et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg n° 10.124,

représentée par Madame Brigitte Siret, employée privée, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de:

a) Monsieur Naim E. Musa, demeurant à Belize (Etat de Belize);

b) et Madame Esther N. Aguet, demeurant à Belize (Etat de Belize);

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 26 mars 1999,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Belize City, le 26 mars 1999, dont une copie, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

2. - la société de droit de l'île de Niue dénommée DUSTIN INVEST INC, avec siège social à 2, Commercial Center Square, P.O. BOX 71, Alofi/Niue

constituée en vertu d'un acte reçu en date du 27 mai 1997 et inscrite au registre du commerce de l'île de Niue, n° 001957,

représentée par Monsieur Jean-Marie Detourbet, manager, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de:

- Madame Leticia Montoya, demeurant à Alofi/Niue;

- et Monsieur Juan Mashburn, demeurant à Alofi/Niue;

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 18 juin 1997,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Alofi du 18 juin 1997,

dont une copie, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

Titre I^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de AVENA GDL S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet au Luxembourg et dans tous pays pour son compte et pour le compte de tout tiers le développement ou la réalisation de logiciels (applications) bureautique, informatiques et multimédia ainsi que leur maintenance, globalement toute création artistique ou non utilisant l'outil informatique. La société pourra également entreprendre la mise en oeuvre d'un réseau, sa maintenance et toutes actions de formation et de conseil dans ces domaines bureautique, informatique, réseaux et multimédia.

La société pourra, en outre, faire toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles ou commerciales, publicitaires ou financières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension et le développement.

La société pourra réaliser cet objet social tant pour elle-même que pour le compte de tiers, ou en participation sous quelques formes que ce soit, notamment par voie de créations de sociétés, de souscriptions de commandites, de fusions ou d'absorptions, d'avances, de prises en location ou d'acquisition de fonds de commerce, d'achats ou ventes de titres et de droits sociaux, de cessions ou de locations de tout ou partie de ses biens et droits mobiliers ou immobiliers et par tout autre mode.

Titre II. - Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,-), représenté par mille actions (1.000) de mille deux cent cinquante francs luxembourgeois (1.250,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut dépasser six ans, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

Le nombre des administrateurs, ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président, il se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Il est autorisé, avec l'approbation du commissaire aux comptes, à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, soit par la seule signature de l'administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale, en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations par le conseil d'administration, le troisième jeudi du mois de mai à 11 heures et pour la première fois en l'an deux mil.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à courir le jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au 31 décembre 1999.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et de leurs lois modificatives.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites et libérées comme suit :

1. - la prédite société de droit de l'Etat de Belize ROBIN MANAGEMENT LTD, neuf cents actions . . .	900 actions
2. - et la prédite société de droit de l'Ile de Niue DUSTIN INVEST INC, cent actions	100 actions
Total: mille actions	1.000 actions

Toutes ces actions ont été intégralement libérées de sorte que la somme de un million deux cent cinquante mille francs (1.250.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ soixante mille francs (60.000.-).

Réunion en Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarant se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois est celui des commissaires à un:
 2. - Sont nommés Administrateurs pour six ans:
 - a) La société de droit de l'Etat de Belize dénommée ROBIN MANAGEMENT LTD, prédite,
 - b) la prédite société de droit de l'Ile de Niue dénommée DUSTIN INVEST INC ;
 - c) et la société de droit de l'Etat de Belize dénommée CHANNEL HOLDINGS INC, avec siège social à Belize City (Ile de Belize),
- constituée en vertu d'un acte reçu en date du 2 avril 1998 et inscrite au registre du commerce n° 6952, ici représentée par Madame Brigitte Siret, prédite, agissant en sa qualité de mandataire de:
- a) Monsieur Naim E. Musa, demeurant à Belize (Ile de Belize);
 - b) et Madame Esther N. Aguet, demeurant à Belize (Ile de Belize);

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 17 novembre 1998,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Belize (Etat de Belize) du 2 décembre 1998,

dont une copie, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

3. - Est nommé commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

Monsieur François David, expert comptable, demeurant à Luxembourg.

4. - Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué et commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale de l'année 2005.

5. - Le siège social de la société est fixé à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

Réunion du Conseil d'Administration

Les administrateurs tous présents se sont réunis en conseil d'administration et ils ont nommé comme administrateur-délégué, la prédite société de droit de l'Etat de Belize dénommée ROBIN MANAGEMENT LTD, représentée comme indiquée ci-dessus.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de nous notaire par nom, prénom, état et demeure, tous ont signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: B. Siret, J.-M. Detourbet, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 avril 1999, vol. 850, fol. 21, case 7. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 4 mai 1999.

N. Muller.

(20822/224/187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

COMPACT TRANSPORT, S.à r.l, Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

STATUTEN

Im Jahre neunzehnhundertneunundneunzig, am zwölften April.

Vor Notar Edmond Schroeder, mit Amtssitz in Mersch.

Sind erschienen:

HINDELANG OHG, eine Gesellschaft mit Sitz in Wörnitz (Deutschland), Bastenauerstrasse 11-13, hier vertreten durch Herrn Rudolf Hindelang, Kaufmann, wohnhaft in D-91637 Wörnitz, Bastenauerstrasse 11, handelnd in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer der vogenannten Gesellschaft mit Einzelzeichnungsrecht, und selbst vertreten durch Herrn François Thill, Steuerberater, wohnhaft in Strassen, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht, nachdem sie durch den Komparenten und den instrumentierenden Notar ne varietur gezeichnet wurde, zusammen mit den Gesellschaftssatzungen zur Einregistrierung vorgelegt wird.

Welcher Komparent, vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersucht, die Satzungen einer von ihm zu gründenden unipersonalen Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Zwischen dem jetzigen Anteilhaber und denjenigen, welche später Gesellschafter werden, wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung errichtet unter der Bezeichnung COMPACT TRANSPORT S.à r.l.

Der alleinige Gesellschafter kann sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschliessen und die zukünftigen Gesellschafter können ebenso die geeigneten Massnahmen treffen, um die unipersonale Eigentümlichkeit der Gesellschaft wiederherzustellen.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des oder, je nachdem, der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Gegenstand der Gesellschaft ist das Betreiben von Speditionsgewerbe jeder Art, das Betreiben eines Transport- und Lagereiunternehmens, sowie aller Handels-, Industrie-, Finanzierungs-, Mobilen- und Immobiliengeschäfte im Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck oder geeignet für dessen Entwicklung, das ganze sowohl im In- als auch im Ausland.

Die Gesellschaft kann auch als Agent oder Makler handelnd für jede Person, Firma oder Gesellschaft, alle Zwischenverträge übernehmen und ausführen, und alle Geschäfte der Gesellschaft tätigen mittels Agenten, Maklern, Unterhändlern im Grossherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland, sowie Beteiligungen an inländischen wie ausländischen Unternehmen aufnehmen, sowie selbst Zweigniederlassungen errichten, und jede Art von Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt zusammenhängt, oder denselben fördern kann, ausüben.

Art. 4. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer errichtet.

Art. 5. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres. Ausnahmsweise beginnt das erste Geschäftsjahr am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 1999.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF) und ist eingeteilt in fünfhundert (500) Geschäftsanteile zu je eintausend Luxemburger Franken (1.000,- LUF).

Alle fünfhundert (500) Anteile wurden von der Gesellschaft HINDELANG OHG, vorgeannt, gezeichnet.

Der alleinige Gesellschafter erklärt, dass die Geschäftsanteile voll in barem Gelde eingezahlt wurden, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von fünfhunderttausend Luxemburger Franken (500.000,- LUF) zur Verfügung steht, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Art. 7. Jedes Geschäftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva sowie an den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

Art. 8.

1) Jedwede Anteilsübertragung unter Lebenden durch den einzigen Gesellschafter sowie die Übertragung von Anteilen durch Erbschaft oder durch Liquidation einer Gütergemeinschaft zwischen Eheleuten ist frei.

Im Todesfall des einzigen Gesellschafters wird die Gesellschaft mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

2) Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter Gesellschaftern frei übertragbar.

Anteilsübertragungen unter Lebenden an Nichtgesellschafter sind nur mit dem vorbedingten Einverständnis der Gesellschafter, welche wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, möglich.

Hat ein Gesellschafter die Zustimmung zur Abtretung eines Geschäftsanteils an einen Nichtgesellschafter beantragt, so sind die übrigen Gesellschafter zum Vorkauf berechtigt, nämlich den Geschäftsanteil im Verhältnis ihrer Beteiligung an der Gesellschaft zu erwerben. Macht einer dieser erwerbsberechtigten Gesellschafter von seinem Erwerbsrecht keinen Gebrauch, so geht dieses auf die übrigen Gesellschafter im Verhältnis von deren Beteiligung an der Gesellschaft über.

Bei Todesfall können die Anteile an Nichtgesellschafter nur mit der Zustimmung der Anteilsbesitzer, welche mindestens drei Viertel der den Überlebenden gehörenden Anteile vertreten, übertragen werden.

Art. 9. Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen.

Sie werden vom alleinigen Gesellschafter oder, je nachdem, von den Gesellschaftern, ernannt und können jederzeit abberufen werden.

Der oder, je nachdem, die Gesellschafter bestimmen die Befugnisse des oder, je nachdem, der Geschäftsführer.

Falls die Gesellschafter nicht anders bestimmen, haben die Geschäftsführer sämtliche Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln.

Die Gesellschaft wird nach aussen rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift des technischen und des kaufmännischen Geschäftsführers.

Falls nur ein Geschäftsführer ernannt wird, so muss es sich um einen technischen Geschäftsführer handeln, welcher die Gesellschaft rechtskräftig nach aussen durch seine alleinige Unterschrift verpflichtet.

Die Geschäftsführer können gemeinsam Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für sie und in ihrem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Falls nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, so kann dieser allein Spezialvollmachten erteilen, auch an Nichtgesellschafter, um für ihn und in seinem Namen für die Gesellschaft zu handeln.

Art. 10. Bezüglich der Verbindlichkeit der Gesellschaft sind die Geschäftsführer als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsschriftstücken stellen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die Satzung der Gesellschaft, an die von der Gesellschaft aufgestellten Werte und Bilanzen, sowie an die Entscheidungen halten, welche von den Gesellschaftsversammlungen getroffen werden.

Art. 12. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibung und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Dieser Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5,00%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen,

- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 14. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Schätzung der Gründungskosten

Die Kosten und Gebühren, in irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Gründung obliegen oder zur Last gelegt werden, werden auf dreissigtausend Luxemburger Franken (30.000,- LUF) abgeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Anschliessend an die Gründung hat der alleinige Gesellschafter, welcher das Gesamtkapital vertritt, sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengefunden und folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Zum Geschäftsführer wird Herr Rudolf Hindelang, vorgeannt, ernannt.

Die Gesellschaft wird unter der alleinigen Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet.

2.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich auf folgender Adresse:

L-1140 Luxemburg, 45, route d'Arlon.

Der Notar hat den Komparenten darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor der Aufnahme jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was der Komparent ausdrücklich anerkennt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den Erschienenen, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Erschienene gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: F. Thill, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 20 avril 1999, vol. 409, fol. 26, case 2. – Reçu 5.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Mersch, den 23. April 1999.

E. Schroeder.

(20826/228/121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

ATZORN BAU, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-2340 Luxemburg, 26, rue Philippe II.

STATUTEN

Im Jahre neunzehnhundertneunundneunzig, am zwölften März.

Vor Notar Edmond Schroeder, mit Amtssitze zu Mersch.

Ist erschienen:

Frau Gisela Elsenberg, Unternehmerin, Ehegattin von Herrn Joachim Atzorn, wohnhaft in D-54296 Trier, Langflur 12.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Unter der Firmenbezeichnung ATZORN BAU, S.à r.l. besteht eine luxemburgische Handelsgesellschaft mit beschränkter Haftung.

Art. 2. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Der Gesellschaftszweck besteht im Führen einer Bauunternehmung in allen Bereichen des Hoch- und Tiefbaus, Abbrucharbeiten einschliesslich der Asbestentsorgung, Schädlingsbekämpfung, Betonsäge- und Kernbohrarbeiten.

Desweiteren besteht der Gesellschaftszweck im Kauf, Verkauf, in der Vermietung von Immobilien, in der Abwicklung von Bau- und Parzellierungsvorhaben im weitesten Sinne für eigene wie für fremde Rechnung im In- und Ausland, sowie in allen anderen Aktivitäten, industrieller und finanzieller Natur, die diesen Gegenstand direkt oder indirekt fördern.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfzehntausend Euro (15.000,- EUR)

Es ist eingeteilt in fünfzehn (15) Anteile zu je eintausend Euro (1.000,- EUR).

Alle Anteile wurden gezeichnet von Frau Gisela Atzorn-Elsenberg, vorgeannt.

Der Gesellschafter hat seine Anteile voll und in bar eingezahlt, so dass die Gesellschaft über das Gesellschaftskapital verfügen kann, so wie dies dem instrumentierenden Notar nachgewiesen worden ist.

Art. 6. Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen an Nichtgesellschafter erfolgt durch privatschriftliche oder notarielle Urkunde.

Falls die Gesellschaft mehr als nur einen Gesellschafter hat, sind die Abtretungen der Gesellschaft und dritten gegenüber erst dann rechtswirksam, wenn sie derselben gemäss Artikel 1690 des Code civil zugestellt wurden, oder wenn sie von derselben in einer notariellen Urkunde angenommen wurden.

Art. 7. Der oder die Geschäftsführer werden ernannt vom dem oder den Gesellschaftern für eine von diesen zu bestimmende Dauer.

Der oder die Geschäftsführer verwalten die Gesellschaft und haben Befugnis im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln. Ihre Befugnisse werden von der Gesellschaftsversammlung festgelegt, welche die Geschäftsführer zu jedem Moment, mit oder ohne Grund entlassen kann.

Der oder die Geschäftsführer können auch verschiedene ihrer Befugnisse für die von ihnen zu bestimmende Zeit und unter den zu bestimmenden Bedingungen an einen von ihnen oder an eine Drittperson übertragen.

Art. 8. Solange die Gesellschaft aus einem Gesellschafter besteht, vereinigt dieser Gesellschafter auf sich alle Befugnisse einer Gesellschaftsversammlung.

Sollte zu einem späteren Zeitpunkt die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern bestehen sind die Beschlüsse der Gesellschaft erst dann rechtswirksam, wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen angenommen werden. Beschlüsse, welche eine Abänderung der Statuten bewirken, sind im letzterem Falle nur dann rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden die mindestens 3/4 des Gesellschaftskapitals vertreten.

Beschlüsse der Einmanngesellschaft werden in ein Spezialregister eingetragen. Verträge die zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft, vertreten durch letzteren, abgeschlossen wurden, werden ebenfalls in ein Spezialregister eingetragen.

Art. 9. Das Gesellschaftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1999.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des oder der Gesellschafter.

Im Todesfalle des oder der Gesellschafter wird die Gesellschaft mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Art. 11. Am Sitz der Gesellschaft werden die handelsüblichen Geschäftsbücher geführt.

Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind fünf Prozent (5 %) für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zurückzulegen bis diese Rücklage zehn Prozent (10 %) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der Saldo steht der Gesellschaft zur Verfügung.

Art. 12. Es ist dem oder den Gesellschaftern sowie deren Erben und Gläubigern untersagt, die Gesellschaftsgüter pfänden zu lassen oder irgendwelche Massnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 13. Im Falle der Geschäftsauflösung erfolgt die Liquidation durch die oder den Gesellschafter, im Falle von Uneinigkeit durch einen vom Richter zu bestimmenden Liquidator.

Art. 14. Für alle nicht in der Satzung vorgesehenen Fälle sind das Gesetz vom 10. August 1915, sowie dessen Abänderungsgesetze, anwendbar.

Kosten

Die Kosten und Lasten, unter irgendwelcher Form, welche der Gesellschaft wegen ihrer Entstehung obliegen, oder zur Last gelegt werden, werden geschätzt auf fünfunddreissigtausend Luxemburger Franken (35.000,- LUF)

Schätzung des Kapitals

Zum Zwecke der Erhebung der Einregistrierungsgebühren wird das Kapital der Gesellschaft geschätzt auf sechshundertfünftausendneunundneunzig Luxemburger Franken (605.099,- LUF)

Gesellschaftsversammlung

Sodann trifft die Gesellschafterin folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Zu Geschäftsführern werden ernannt auf unbestimmte Dauer:

- Herr Norbert Thiel, Maurermeister, wohnhaft in D-54552 Strotzbüsch, Siebenbachstrasse 33;
- Herr Joachim Atzorn, Asbestsanierungsspezialist, wohnhaft in D-54296 Trier, Langflur 12.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschaft wird unter der alleinigen Unterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

Dritter Beschluss

Der Sitz der Gesellschaft ist in L-2340 Luxemburg, 26, rue Philippe II.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat die Komparentin mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Eisenberg, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 22 mars 1999, vol. 408, fol. 92, case 7. – Reçu 6.051 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg, den 12. April 1999.

E. Schroeder.

(20821/228/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

ALFA COMPTABILITE ET CONSULTING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le treize avril.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) B.O.N.D. INTERNATIONAL GROUP S.A., une société avec siège social à L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie,

ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Marcel Hilbert, administrateur de sociétés, demeurant à L-5217 Sandweiler, 30, Geerchen,

2) Mademoiselle Jacqueline Frenay, directrice administrative, demeurant à L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy,

3) Mademoiselle Caroline Chavoutier, secrétaire comptable, demeurant à L-2146 Luxembourg, 102, rue de Merl.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de ALFA COMPTABILITE ET CONSULTING S.A.

Le siège social est établi à Bertrange.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la Société est illimitée.

La Société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'activité de conseil économique, la tenue de livres comptables, l'organisation de formations pour adultes, ainsi que le traitement de données informatiques et de gestion.

La Société pourra procéder à la gestion de son propre patrimoine immobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers.

La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

En général, la Société pourra faire toutes autres transactions commerciales connexes, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-deux mille (32.000,-) euros (EUR), divisé en trois mille deux cents (3.200) actions d'une valeur nominale de dix (10,-) euros (EUR) chacune.

Le capital autorisé de la Société est établi à trois cent vingt mille (320.000,-) euros (EUR), divisé en trente-deux mille (32.000) actions d'une valeur nominale de dix (10,-) euros (EUR) chacune.

Le Conseil d'Administration de la Société est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital en une ou plusieurs fois, sous réserve de la confirmation de cette autorisation par une Assemblée Générale des actionnaires tenue endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de constitution du 13 avril 1999 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite, et pour laquelle il n'existerait pas à cette date d'engagement de la part du Conseil d'Administration en vue de la souscription; le Conseil d'Administration décidera l'émission des actions représentant cette augmentation entière ou partielle et acceptera les souscriptions afférentes.

Le Conseil est également autorisé et chargé de fixer les conditions de toute souscription ou décidera l'émission d'actions représentant tout ou partie de cette augmentation au moyen de la conversion du bénéfice net en capital et l'attribution périodique aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée par le Conseil d'Administration dans le cadre du capital autorisé, l'article trois des statuts se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée et publiée par le Conseil d'Administration ou par toute personne désignée par le Conseil à cette fin.

En relation avec cette autorisation d'augmenter le capital social et conformément à l'article 32-3 (5) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration de la Société est autorisé à suspendre ou à limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants pour la même période de cinq ans.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 5. La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

La Société se trouve engagée, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le premier vendredi du mois de mai de chaque année à onze heures, à Bertrange au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'Assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq (5) jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'Assemblée Générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence aujourd'hui-même et finira le 31 décembre 1999.

2) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2000.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1) B.O.N.D. INTERNATIONAL CROUP S.A., préqualifiée, deux mille six cent quatre-vingt-huit actions . . .	2.688
2) Mademoiselle Jacqueline Frenay, préqualifiée, deux cent cinquante-six actions	256
3) Mademoiselle Caroline Chavoutier, préqualifiée, deux cent cinquante-six actions	256
Total: trois mille deux cents actions	3.200

Les actions ont toutes été libérées en espèces à concurrence de vingt-cinq (25 %) pour cent de sorte que le montant de huit mille (8.000,-) euros (EUR) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement le capital social est évalué à un million deux cent quatre-vingt-dix mille huit cent soixante-dix-sept (1.290.877,-) francs luxembourgeois.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de soixante mille (60.000,-) francs luxembourgeois.

Assemblée constitutive

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en Assemblée Générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Mademoiselle Caroline Chavoutier, secrétaire comptable, demeurant à L-2146 Luxembourg, 102, rue de Merl,

b) Mademoiselle Jacqueline Frenay, directrice administrative, demeurant à L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy,

c) Monsieur Marcel Hilbert, administrateur de sociétés, demeurant à L-5217 Sandweiler, 30, Geerchen.

3) Est appelée aux fonctions de commissaire:

La société INTERNATIONAL AUDITING SERVICES S.A., avec siège social à Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques).

4) Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de 2004.

5) Conformément à l'article 60 de la loi sur les sociétés commerciales et à l'article 6 des statuts, le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté d'élire en son sein un administrateur-délégué qui aura tous pouvoirs pour engager la Société par sa seule signature.

6) Le siège social de la Société est fixé à L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy.

Déclaration

Le notaire a attiré l'attention des comparants, agissant dans les qualités telles que précisées ci-dessus, que la Société doit obtenir éventuellement une autorisation d'établissement de la part des autorités administratives compétentes en rapport avec son objet social avant de commencer son activité, avertissement que les comparants reconnaissent avoir reçu.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Hilbert, J. Frenay, C. Chavoutier, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 1999, vol. 116S, fol. 20, case 10. – Reçu 12.909 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 1999.

A. Schwachtgen.

(20819/230/169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

ALFA COMPTABILITE ET CONSULTING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 87, route de Longwy.

Procès-verbal de la réunion du 13 avril 1999 du Conseil d'Administration tenue à la suite de l'Assemblée Constitutive et de l'Assemblée Extraordinaire de même date

Conformément aux statuts et à l'article 53, paragraphes 40 et 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée et suite à l'autorisation accordée au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire de ce jour, les administrateurs décident à l'unanimité d'élire, comme administrateur-délégué Monsieur Marcel Hilbert, administrateur de sociétés, demeurant à 30, Geerchen, L-5217 Sandweiler, qui sera chargé de la gestion journalière de la société et qui pourra engager la société par sa seule signature.

Les administrateurs décident par ailleurs d'appeler Mme Jacqueline Frenay, administratrice, à la fonction de directrice de la société avec la tâche d'assister l'Administrateur-Délégué dans sa fonction de chargé de la gestion journalière. A ce titre et dans ce contexte, Mme Frenay pourra engager seule la société pour tout engagement ne dépassant pas LUF 300.000,- ou contre-valeur.

Au-delà de ce montant, la signature de l'Administrateur-Délégué sera requise.

M. Hilbert	J. Frenay	C. Chavoutier
Administrateur-Délégué	Administratrice	Administratrice

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 1999, vol. 116S, fol. 20, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(20820/230/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

CAP INNOVATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 2, rue Bourbon.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois avril.

Par-devant Maître Norbert Muller, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1. - La société de droit de l'Etat de Belize dénommée NEW-WORLD DEVELOPMENT S.A., avec siège social à Belize City (Etat de Belize),

constituée en vertu d'un acte reçu en date du 29 mars 1999 et inscrite au registre du commerce n° 10.201, représentée par Madame Brigitte Siret, employée privée, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de:

a) Monsieur Naim E. Musa, demeurant à Belize (Etat de Belize);

b) et Madame Esther N. Aguet, demeurant à Belize (Etat de Belize);

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 19 avril 1999,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date du 19 avril 1999,

dont une copie, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

2. - la société de droit de l'Ile de Niue dénommée DUSTIN INVEST INC, avec siège social à 2, Commercial Center Square, P.O. BOX 71, Alofi/Niue

constituée en vertu d'un acte reçu en date du 27 mai 1997 et inscrite au registre du commerce de l'île de Niue, n° 001957,

représentée par Monsieur Jean-Marie Detourbet, manager, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de: Madame Leticia Montoya, demeurant à Alofi/Niue;

- et Monsieur Juan Mashburn, demeurant à Alofi/Niue;

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 18 juin 1997,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Alofi du 18 juin 1997,

dont une copie, après avoir été signée ne varietur par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit :

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de CAP INNOVATION S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'importation, l'exportation, toutes activités de commerce, la vente de tous produits et marchandises à l'exclusion de matériel militaire.

La société pourra, en outre, faire toutes opérations mobilières, immobilières, industrielles ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Titre II. Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à cinq millions de francs (5.000.000,-), représenté par mille actions (1.000) de cinq mille francs (5.000,-) chacune.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut dépasser six ans, par l'assemblée générale des actionnaires. Ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

Le nombre des administrateurs, ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président, il se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Il est autorisé, avec l'approbation du commissaire aux comptes, à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La société est engagée en toutes circonstances soit par les signatures conjointes de deux administrateurs, soit par la seule signature de l'administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale, en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des présents statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur-délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Titre V. Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social, ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations par le conseil d'administration, le troisième jeudi du mois de mai à 11 heures et pour la première fois en l'an deux mil.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera à courir le jour de la constitution de la prédite société, jusqu'au 31 décembre 1999.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties s'en réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et de leurs lois modificatives.

Souscription et libération

Les actions ont été souscrites et libérées comme suit

1. la société de droit de l'Etat de Belize NEW-WORLD DEVELOPMENT S.A., prédite, cinq cents actions	500 actions
2. - et la prédite société de droit de l'Ile de Niue DUSTIN INVEST INC, cinq cents actions	500 actions
Total: mille actions	1.000 actions

Toutes ces actions ont été intégralement libérées de sorte que la somme de cinq millions de francs (5.000.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ soixante mille francs (60.000,-).

Réunion en Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, déclarant se réunir à l'instant en assemblée générale extraordinaire, prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes

1. - Le nombre des administrateurs est fixé à trois est celui des commissaires aux comptes à un:

2. - Sont nommés Administrateurs pour six ans:

a) La prédite société de droit de l'Etat de Belize NEW-WORLD DEVELOPMENT S.A.,

b) la prédite société de droit de l'Ile de Niue dénommée DUSTIN INVEST INC;

c) et la société de droit de l'Etat de Belize dénommée CHANNEL HOLDINGS INC, avec siège social à Belize City (Ile de Belize),

constituée en vertu d'un acte reçu en date du 2 avril 1998 et inscrite au registre du commerce n° 6952,

représentée par Madame Brigitte Siret, employée privée, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de:

a) Monsieur Naim E. Musa, demeurant à Belize (Ile de Belize);

b) et Madame Esther N. Aguet, demeurant à Belize (Ile de Belize);

eux-mêmes agissant en qualité de «Directors» de la prédite société, fonctions auxquelles ils ont été nommés en date du 17 novembre 1998,

en vertu d'une procuration sous seing privé, en date à Belize City, le 2 décembre 1998,

dont une copie, après avoir été signée par tous les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

3. - Est nommé commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

Monsieur François David, expert comptable, demeurant à Luxembourg.

4. - Les mandats des administrateurs, administrateur-délégué et commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale de l'année 2005.

5. - Le siège social de la société est fixé à L-1225 Luxembourg, 2, rue Béatrix de Bourbon.

Réunion du Conseil d'Administration

Les administrateurs tous présents se sont réunis en conseil d'administration et ils ont nommé comme administrateur-délégué, la prédite société de droit de l'Etat de Belize NEW-WORLD DEVELOPMENT S.A., représentée comme indiqué ci-dessus.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus de nous notaire par nom, prénom, état et demeure, tous ont signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: B. Siret, J.-M. Detourbet, N. Muller.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 29 avril 1999, vol. 850, fol. 21, case 2. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour copie conforme, délivrée sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 4 mai 1999.

N. Muller.

(20824/224/175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

FINSILVER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le cinq mai.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- AQUALEGION LTD, une société ayant son siège à Londres WC 2A 3JJ (Royaume-Uni), Queens House, 55156 Lincoln's Inn Fields,

ici représentée par Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Brouch/Mersch,

en sa qualité de «director» de ladite société.

2.- VECO TRUST S.A., société anonyme, ayant son siège à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal,

ici représentée par son administrateur-déléguée Madame Luisella Moreschi, prénommée.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de FINSILVER S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La durée de la société est fixé à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le capital social est fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-), divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à cinquante millions de francs luxembourgeois (LUF 50.000.000,-), par la création et l'émission d'actions nouvelles de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;
- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.
- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de chacun des administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le premier mardi du mois de mai à 15.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 1999.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2000.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarant souscrire les actions comme suit:

1) AQUALEGION LTD, prédésignée, mille deux cent quarante-six actions	1.246
2) VECO TRUST S.A., prédésignée, quatre actions	4
Total: mille deux cent cinquante actions	1.250

Le comparant sub 1) est désigné fondateur; le comparant sub 2) n'intervient qu'en tant que simple souscripteur.

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme d'un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de cinquante-trois mille francs luxembourgeois (LUF 53.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Deuxième résolution

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- a) Monsieur Roberto Verga, administrateur de sociétés, demeurant à CH-6901 Lugano.
- b) Monsieur Antonio Mandra, administrateur de sociétés, demeurant à CH-6901 Lugano.
- c) Monsieur Flavio Mazzoni, administrateur de société, demeurant à CH-6901 Lugano.

Troisième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire:

VECO TRUST S.A., 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Quatrième résolution

Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2001.

Cinquième résolution

Le siège social est fixé au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: L. Moreschi, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 mai 1999, vol. 841, fol. 58, case 5. – Reçu 12.500 francs.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 5 mai 1999.

J.-J. Wagner.

(20831/239/157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mai 1999.

TRANSATLANTIC INVESTMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445, Luxembourg, 1a, rue Thomas Edison.

R. C. Luxembourg B 57.974.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 4 mai 1999, vol. 522, fol. 90, case 8, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 avril 1999

L'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- de convertir en Euro 127.822,97 le capital social actuel de la société de DEM 250.000,- avec effet au 1^{er} janvier 1999;
- d'augmenter le capital à concurrence de Euro 177,93 par incorporation de bénéfices reportés afin de fixer le nouveau montant du capital social à Euro 128.000,-;
- de supprimer la mention de la valeur nominale des actions;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mai 1999.

Signatures.

(20802/032/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

M.M. WARBURG & CO LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 10.700.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 3 mai 1999, vol. 522, fol. 81, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M.M. WARBURG & CO LUXEMBOURG

Société Anonyme

(20808/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mai 1999.

WÜSTENROT EUROPARENT.*Mitteilung an die Anteilhaber*

Die Verwaltungsgesellschaft hat im Einverständnis mit der Depotbank beschlossen, mit Wirkung zum 1. August 1999 die Anlagepolitik des WÜSTENROT EUROPARENT in der Form abzuändern, dass das Fondsvermögen vorwiegend in Wertpapieren angelegt wird, welche auf die Währung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union und auf Währungen möglicher Beitrittskandidaten zur Europäischen Union lauten.

Die Anteilhaber, die nicht mit der neuen Anlagepolitik einverstanden sind, können ab dem Datum dieser Mitteilung und bis zum 1. August 1999 ohne Kosten die Rückerstattung der Anteilzertifikate verlangen.

Das Verwaltungsreglement und der Verkaufsprospekt der WÜSTENROT EUROPARENT sind in ihrer neuen Fassung August 1999 am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen des Fonds erhältlich.

Die Depotbank

(03050/584/14)

Die Verwaltungsgesellschaft

ENERGY INTERNATIONAL N.V.,

(incorporated with Limited Liability in the Netherlands Antilles).

Registered office: Curaçao, Willemstad, Pietermaai 15.

Shareholders in ENERGY INTERNATIONAL N.V. («the fund») are convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders on Friday, 30th July 1999 at 10.00 a.m. at the registered office of the Fund, Pietermaai 15, Willemstad, Curaçao. The agenda for the meeting will provide for the consideration of the following matters:

Agenda:

1. Approval of the Board of Management's Report on the Fund's affairs for the year ended 31st March 1999.
2. Approval and adoption of the statement of net assets as at 31st March 1999 and of the statement of operations for the year ended 31st March 1999.
3. Ratification of the actions of the Board of Management for the year ended 31st March 1999.
4. Approval of the payment on 5th August 1999 of a dividend for the year ended 31st March 1999 of US\$1.90 per share or such dividend as may be advised by the Auditors as necessary to obtain United Kingdom distributor status for the Fund.
5. Election of members of the Board of Management.

In order to attend and vote at the meeting, holders of bearer shares must deposit their share certificates (or a deposit receipt for their share certificates), mentioning their name, address and nationality, at the registered office of the Fund not later than Friday, 23rd July 1999. Holders of registered shares who cannot attend the meeting are invited to send a duly completed and signed form of proxy to the registered office of the Fund not later than Friday, 23rd July 1999.

The Fund's Audited Annual Report to 31st March 1999, proxy forms and deposit receipts are available to bearer Shareholders from the Fund's Administrator or any of the Paying Agents.

Administrator:

MERCURY ASSET MANAGEMENT CHANNEL ISLANDS LTD

Forum House, Grenville Street, St. Helier, Jersey, JE4 8RL, Channel Islands.

Paying Agents:

BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

69, route d'Esch

L-1470 Luxembourg

WESTDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE

Herzogstrasse 15

40217 Düsseldorf, Germany.

25th June 1999.

COMMERZBANK AKTIENGESSELLSCHAFT

Kaiserplatz

D-60311 Frankfurt am Main, Germany

(03184/962/38)

By order of the Board Management.

LUX VENTURE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 32.720.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 1999* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire.
5. Divers.

I (02791/795/16)

Le Conseil d'Administration.

CLIO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 32.669.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 1999* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 mars 1999.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire.
5. Divers.

I (02792/795/16)

Le Conseil d'Administration.

EUROPE FINANCES ET PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 29.443.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 1999* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nomination d'un Administrateur supplémentaire.
5. Divers.

I (02793/795/16)

Le Conseil d'Administration.

SECUMA, Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 16.179.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *20 juillet 1999* à 11.00 heures, au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes

2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Réélections statutaires
6. Divers

I (02969/716/16)

Le Conseil d'Administration.

CEMVE, CENTRE EUROPEEN DE MARKETING DE VIDEO ET D'EDITION, Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 7, rue Pierre d'Aspelt.
R. C. Luxembourg B 19.221.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 juillet 1999 à 11.00 heures, au siège de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes au 31 décembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur par le Conseil d'Administration et décharge à accorder à l'Administrateur démissionnaire
6. Divers

I (02970/716/17)

Le Conseil d'Administration.

LUXFER-INDUSTRIEHALLENBAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 9.821.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 2 août 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 31 mai 1999 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (02977/795/15)

Le Conseil d'Administration.

LEASINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 25.117.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 2 août 1999 à 11.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 1^{er} juin 1999 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (02978/795/15)

Le Conseil d'Administration.

THEMALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 26.099.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 2 août 1999 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 1^{er} juin 1999 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (02979/795/15)

Le Conseil d'Administration.

INTERACTIVE DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 54.023.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 2 août 1999 à 9.30 heures au siège social.

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale Statutaire du 16 juin 1999 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 3 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03101/008/15)

Le Conseil d'Administration.

FAMIROLE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 43.456.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 20 juillet 1999 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Conversion du capital social en Euros
7. Divers

I (03117/029/19)

Le Conseil d'Administration.

EUROPIMMO S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 40.959.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 20 juillet 1999 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998
3. Affectation du résultat
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Conversion du capital social en Euros
7. Divers

I (03118/029/19)

Le Conseil d'Administration.

NIPPON WARRANT FUND.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of NIPPON WARRANT FUND, SICAV, will be held at the Registered Office in Luxembourg, 11, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, on *Friday 30 July, 1999* at 11.00 a.m., with the following agenda:

Agenda:

1. To hear and accept:
 - (a) the Management Report of the Directors
 - (b) the Report of the Auditor
2. To approve the Statement of Net Assets and the Statement of Changes in Net Assets for the year ended 31st March, 1999.
3. To discharge the Directors with respect to the performance of their duties during the year ended 31st March, 1999.
4. To elect the Directors to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
5. To elect the Auditor to serve until the next Annual General Meeting of shareholders.
6. Any other business.

Note:

Shareholders are informed that, because the Annual Report, comprising the Financial Statements which need to be approved at the shareholders' meeting, could not be finalised in time to be submitted to the shareholders prior to the date of the shareholders' meeting as required by Luxembourg law, the Board of Directors has decided at a meeting held on 11th June, 1999 that the Annual General Meeting due to be held on Friday, 2nd July, 1999 be adjourned and reconvened so as to be held on Friday, 30th July, 1999.

Shareholders will receive a reconvening Notice for the Adjourned Meeting to which will be attached the Annual Report and Accounts of the Corporation as required by Luxembourg law and a Form of Proxy which, if completed and returned, will be accepted up to 48 hours before the time appointed for the holding of the reconvened Meeting.

18th June, 1999.

The Board of Directors.

I (03136/000/30)

POSSESSOR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 47.340.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 23 juillet 1999 à 11.00 heures au siège social, 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Informations à communiquer par le conseil d'administration suite aux pertes de contact avec les promoteurs;
2. Approbation des bilans et comptes de résultats des exercices 1997 et 1998;
3. Démission en bloc du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
4. Divers.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de se conformer à l'article 10 des statuts.

I (03185/687/17)

Le Conseil d'Administration.

RAVAGO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 12 juillet 1999 à 9.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Nominations statutaires.
2. Divers.

I (03186/595/12)

Le Conseil d'Administration.

CPR UNIVERSE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 25.553.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie au siège social de la Société le 25 mai 1999, le rapport annuel n'ayant pas été remis dans les délais aux actionnaires, le Président de l'Assemblée a décidé de surseoir aux décisions à l'ordre du jour et de convoquer une nouvelle Assemblée avec le même ordre du jour en date du 19 juillet 1999 à 11.00 heures.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des Bilan et Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1998 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 1998.
4. Nominations statutaires (à savoir, ratification de la nomination de M. Olivier Huby en tant que nouvel administrateur de la SICAV).
5. Divers.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs avant la date de l'Assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le rapport annuel au 31 décembre 1998 est à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

I (03190/755/25)

Le Conseil d'Administration.

DONFINOX INVESTMENT COMPANY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 43.625.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 8 juillet 1999 à 11.30 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes aux 31 décembre 1996, 31 décembre 1997 et 31 décembre 1998;
2. Approbation des bilan et compte de Profits et Pertes aux 31 décembre 1996, 31 décembre 1997 et 31 décembre 1998;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Ratification de la cooptation de l'administrateur par le conseil d'administration et décharge à accorder à l'administrateur démissionnaire;
6. Divers.

II (03064/000/19)

Le Conseil d'Administration.

ARKINMOB INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 54.302.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 juillet 1999 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant;
6. Divers.

II (03073/696/16)

Le Conseil d'Administration.

ILAC HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 63.293.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 juillet 1999 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant;
6. Divers.

II (03074/696/16)

Le Conseil d'Administration.

R.T.R. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 53.246.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 juillet 1999 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1998;
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur;
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant;
6. Divers.

II (03075/696/16)

Le Conseil d'Administration.

UNICO EQUITY FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 26.047.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 9 juillet 1999 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises;
3. Approbation du bilan au 31 mars 1999 et du compte de pertes et profits pour l'exercice comptable se terminant le 31 mars 1999;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Election ou réélection des administrateurs et du réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire;
6. Divers.

Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres à l'une des institutions participantes telles qu'elles sont définies dans le prospectus de vente de UNICO EQUITY FUND SICAV, et faire part de son désir d'assister à l'assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant la réunion.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

II (03098/755/24)

Le Conseil d'Administration.